

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL - PATRIE

DEPARTEMENT DE LA SANAGA-MARITIME

COMMUNE DE DIZANGUE

B.P. 28 DIZANGUE
e-mail: comdizangue@yahoo.fr



REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE - WORK - PATHERLAND

SANAGA-MARITIME DIVISION

DIZANGUE COUNCIL

P.O. BOX 28 DIZANGUE
e-mail: comdizangue@yahoo.fr

RAPPORT D'ETUDE

MECANISME DE CONTROLE CITOYEN DE L'ACTION PUBLIQUE DANS LA COMMUNE DE DIZANGUÈ



Appui technique et financier du Programme National du Développement Participatif (PNDP) en collaboration avec l'Institut National de la Statistique (INS)

Réalisée par l'Institut Panafricain pour le Développement Afrique-Centrale (IPD-AC)



Octobre 2018

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS	3
LISTE DES TABLEAUX	4
LISTE DES CARTES ET FIGURES	5
PREFACE	6
RESUME EXECUTIF.....	7
ABSTRACT	9
INTRODUCTION.....	11
CHAPITRE I : CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE EN MATIERE DE DECENTRALISATION ET DE DEVELOPPEMENT LOCAL AU CAMEROUN	13
I. CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE DE LA DECENTRALISATION.....	14
I.1. LES BASES CONSTITUTIONNELLES DE LA DÉCENTRALISATION AU CAMEROUN	14
I.2. LES LOIS COMME FONDEMENT DE LA DÉCENTRALISATION AU CAMEROUN	15
I.3. LES FONDEMENTS RÈGLEMENTAIRES DE LA DÉCENTRALISATION AU CAMEROUN	15
II. PROMOTION DU DEVELOPPEMENT LOCAL.....	15
II.1. Concept de l'économie locale	15
II.2. Liens entre développement local et décentralisation	16
II.3. Notion de Processus de Développement du Territoire	17
II.4. Démarche de la promotion du développement local (Projet de développement du territoire).....	18
II.5. Brève présentation de la commune de DIZANGUÈ	19
II.5.1. LOCALISATION DE LA COMMUNE.....	19
II.5.2. MILIEU BIOPHYSIQUE.....	22
(i) Climat	22
(ii) Sols	22
(iii) Relief	22
(iv) Hydrographie	22
(v) Flore et Faune	22
II.5.3. MILIEU HUMAIN	23
(i) Repères historiques de la Commune	23
(ii) Taille et structure de la population	24
II.5.4. MILIEU SOCIO-ECONOMIQUE	24
(i) Milieu social	24
(ii) Principales activités économiques	25
CHAPITRE II : SYNTHESE METHODOLOGIQUE DE L'ENQUETE SUR LE CONTROLE CITOYEN DE L'ACTION PUBLIQUE DANS LA COMMUNE DE DIZANGUÈ.....	26
I. Contexte de l'étude	27
I.1. Objectif et méthodologie du CCAP	28
I.1.1. OBJECTIFS DU CCAP.....	28
I.1.2. METHODOLOGIE DU CCAP	29
II. MÉTHODOLOGIE DE TIRAGE DE L'ÉCHANTILLON ET DE COLLECTE DE DONNÉES	29
II.1. TIRAGE DE L'ÉCHANTILLON	30
II.2. CHAMP DE L'ENQUETE ET POPULATION CIBLE	30
II.2.1. TAILLE DE L'ÉCHANTILLON DES MENAGES, NOMBRE DE ZD ET NOMBRE DE MENAGES PAR ZD	30
II.2.2. TIRAGE DE L'ÉCHANTILLON DES ZD ET DES MENAGES.....	31

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

II.3.	CARTOGRAPHIE.....	32
II.4.	SENSIBILISATION DES MENAGES.....	32
II.5.	COLLECTE DES DONNEES	32
II.6.	MÉTHODOLOGIE DE MESURE DES INDICATEURS DE PERCEPTION	35
CHAPITRE III: PRINCIPAUX RESULTATS ET AMELIORATIONS SUGGEREES		36
I.	Présentation de la population enquêtée	37
I.1.	Secteur de L'EAU POTABLE	38
I.2.	Disponibilité et utilisation des servicesde l'EAU	39
I.3.	CoÛt et qualité des services de l'EAU POTABLE	43
I.4.	Appréciationdes services de l'EAU POTABLE.....	43
I.5.	Raisons de non satisfaction des populations	44
I.6.	Principales attentes en matière de service de l'EAU POTABLE	45
II.	Secteur de la santé.....	45
II.1.	Disponibilité et utilisation des services de santé	46
II.2.	CoÛt et qualité des services sanitaires	48
II.3.	Appréciation des services de santé	49
II.4.	Raisons de non satisfaction des populations	50
II.5.	Principales attentes en matière de service desanté	50
III.	Secteur de l'éducation.....	51
III.1.	Disponibilité et utilisation des servicesde l'éducation par cycle	51
III.2.	Cout et qualité des services de l'éducation par cycle	55
III.3.	Appréciation des services de l'éducation par cycle	56
III.4.	Raisons de non satisfaction des populations par cycle	56
III.5.	Principales attentes des populations en matière d'éducation.....	58
IV.	Services offerts dans l'institution communale	60
IV.1.	Disponibilité et utilisation des servicesdans l'institution communale	60
IV.2.	Raisons de non satisfaction des populations	61
IV.3.	Principales attentes en matière de services dans l'institution communale.....	62
CONCLUSION ET PRINCIPALES RECOMMANDATIONS		63
CHAPITRE IV: PLAN D'ACTION POUR LA MISE EN PLACE D'UN CONTROLE CITOYEN DE L'ACTION PUBLIQUE DANS LA COMMUNE DE DIZANGUÈ.....		64
ANNEXES	70	
Annexe 1 : Liste des intervenants	71	
Annexe 2 : Questionnaire de l'enquête	72	
Annexe 3 : Rapport de restitution	85	
Annexe 4 : Arrêté municipal mettant en place le comité de pilotage de l'opération du Contrôle Citoyen de l'Action Publique dans la commune	86	

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

SIGLES ET ABREVIATIONS

CAMWATER	Cameroon Water Utilities Corporation
CCAP	Contrôle Citoyen de l’Action Publique
CES	Collège d’Enseignement Secondaire
CETIC	Collège d’Enseignement Technique, Industriel et Commercial
CMA	Centre Médical d’Arrondissement
CRC	Cellule Régionale de Coordination
CSI	Centre de Santé Intégré
CTD	Collectivités Territoriales Décentralisées
DDADER	Délégation Départementale de l’Agriculture et du Développement Rural
DAEPIA	Délégation d’Arrondissement de l’Élevage la Pêche et les Industries Animales
DEUC	Diagnostic de l’Espace Urbain Communal
DIC	Diagnostic Institutionnel Communal
DPNV	Diagnostic Participatif Niveau Village
EC-ECAM4	Enquête Complémentaire de la quatrième Enquête Camerounaise Auprès des Ménages
ENEO	Energy of Cameroon
FCFA	Franc de la Communauté Financière de l’Afrique
INS	Institut National de la Statistique
Km²	Kilomètre carré
MINEDUB	Ministère de l’Éducation de base
MINEE	Ministère de l’Eau et de l’Énergie
MINEFOP	Ministère de l’Emploi et de la Formation Professionnelle
MINEPAT	Ministère de l’Économie, de la Planification et de l’Aménagement du Territoire
MINESEC	Ministère des Enseignements Secondaires
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisation de la Société Civile
PAARDIC	Programme d’Appui aux Actions Rurales de Développement Industriel et Commercial
PCD	Plan Communal de Développement
PNDP	Programme National de Développement Participatif
PNDP-LT	Programme National de Développement Participatif-Littoral
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RGPH	Recensement Général de la Population et de l’Habitat
SOCAPALM	Société Camerounaise de Palmeraies
TP	Travaux Publics
ZD	Zone de Dénombrement

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Situation générale de la commune	20
Tableau 2 : Type de ressources fauniques retrouvé dans la Commune de Dizanguè	22
Tableau 3 : Type de flore retrouvé dans la Commune de Dizanguè en 2011	23
Tableau 4: Effectifs de la population de la Commune de Dizanguè	24
Tableau 5: Séquencement des activités	29
Tableau 6 : Répartition des ménages à enquêter par zone de dénombrement	31
Tableau 7 : Résultats du test de sélection des agents enquêteurs de la Commune de Dizanguè	33
Tableau 8 : Caractéristique des répondants	37
Tableau 9 : Caractéristique des chefs de ménages	38
Tableau 10 : Système d'approvisionnement en eau	39
Tableau 11 : Principale source d'approvisionnement en eau:	39
Tableau 12 : La qualité de l'eau	40
Tableau 13 : Temps mis pour accéder à la principale source publique en eau	40
Tableau 14 : Panne de la principale source publique d'eau au cours des six derniers mois	41
Tableau 15 : Institution/Personne résolvant la panne de la principale source publique d'eau	42
Tableau 16 : Besoin exprimé en matière d'approvisionnement en eau	42
Tableau 17: Appréciation des montants payés pour approvisionnement en eau	43
Tableau 18 : Satisfaction du besoin exprimé en eau potable	43
Tableau 19 : Non satisfaction en approvisionnement en eau	44
Tableau 20 : Attentes par rapport à la source d'approvisionnement en eau	45
Tableau 21 : Formation sanitaire la plus proche du ménage	46
Tableau 22 : Répartition des formations sanitaires utilisées par au moins un membre de ménage	47
Tableau 23 : Identification des responsables de formations sanitaires	47
Tableau 24 : Caractéristiques des formations sanitaires visitées	48
Tableau 25 : Appréciation du montant payé à la formation sanitaire	49
Tableau 26: Appréciation de l'accueil au sein des centres de santé	49
Tableau 27 : Résolution des problèmes de santé du village, Raisons d'insatisfaction	50
Tableau 28 : Attentes en service de santé	50
Tableau 29 : Répartition des distances parcourues par des enfants issus des ménages par cycle	51
Tableau 30 : Caractéristiques de l'établissement	52
Tableau 31 : Nombre d'élèves et appréciation de la présence des enseignants	53
Tableau 32 : Appréciation du montant payé	55
Tableau 33 : État des salles de classe et structures ayant réfectionnée la salle	56
Tableau 34 : Satisfaction des services de l'éducation	56
Tableau 35 : Attentes pour les services de l'éducation	58
Tableau 36 : Obtention d'un service à la commune	60
Tableau 37 : Lenteur pour l'obtention d'un service à la commune	60
Tableau 38 : Informations sur les actions de la commune / Implication des ménages	61
Tableau 39 : Insatisfaction vis à vis des services fournis par la Commune	61
Tableau 40 : Attentes des ménages	62
Tableau 41: Synthèse des problèmes rencontrés	65
Tableau 42: Plan d'action	66
Tableau 43: Programme de dissémination et de présentation du plan d'action	69

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

LISTE DES CARTES ET FIGURES

Carte 1 : Carte de la commune de Dizanguè	21
Figure 1 : Age des répondants.....	37
Figure 2 : Sexe des répondants.....	37
Figure 3 : Age des chefs de ménage.....	38
Figure 4 : Sexe des chefs de ménage.....	38
Figure 5 : Système d'approvisionnement en eau	39
Figure 6 : Principale source d'approvisionnement en eau à compléter	39
Figure 7 : La qualité de l'eau	40
Figure 8 : Temps mis pour accéder à la principale source publique en eau	40
Figure 9 : Panne de la principale source publique d'eau au cours des six derniers mois.....	41
Figure 10 : Institution/Personne résolvant la panne de la principale source publique d'eau	42
Figure 11 : Besoin exprimé en matière d'approvisionnement en eau.....	42
Figure 12: Appréciation des montants payés pour approvisionnement en eau	43
Figure 13 : Satisfaction du besoin exprimé en eau potable.....	44
Figure 14 : Attentes par rapport à la source d'approvisionnement en eau.....	45
Figure 15 : Formation sanitaire la plus proche du ménage	46
Figure 16 : Répartition des formations sanitaires utilisées par au moins un membre de ménage	47
Figure 17 : Identification des responsables de formations sanitaires.....	47
Figure 18 : Caractéristiques des formations sanitaires visitées.....	48
Figure 19 : Appréciation du montant payé à la formation sanitaire	49
Figure 20: Accueil au sein des centres de santé	49
Figure 21 : Résolution des problèmes de santé du village, Raisons d'insatisfaction	50
Figure 22 : Attentes en service de santé	50
Figure 23 : Distance parcourue par les enfants.....	51
Figure 24 : Caractéristiques de l'établissement.....	53
Figure 25 : Nombre d'élèves et appréciation de la présence des enseignants.....	54
Figure 26 : Appréciation du montant payé	55
Figure 27 : État des salles de classe et structures ayant réfectionnée la salle.....	56
Figure 28 : Satisfaction des services de l'éducation.....	57
Figure 29 : Attentes pour les services de l'éducation.....	59
Figure 30 : Informations sur les actions de la commune / Implication des ménages	Erreur ! Signet non défini.
Figure 31: Insatisfaction vis à vis des services fournis par la Commune.....	61

!Fin de formule inattendue

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

PREFACE

Le Contrôle Citoyen de l’Action Publique (CCAP) se présente comme une action des citoyens ou des Organisations de la Société Civile (OSC) qui vise à (i) apprécier l’action publique ou à amener les acteurs publics à rendre compte aux populations ; (ii) apprécier la pertinence des projets/Programmes ainsi que les moyens qui y sont affectés ; (iii) réorienter les axes de développement en fonction de nouveaux besoins identifiés ; (iv) compléter les mécanismes publics de contrôle (administratif, juridictionnel, parlementaire) et (v) pourrait être un outil d’aide à la décision.

Les résultats de l’enquête contenus dans le présent rapport permettront d’avoir un aperçu du niveau de satisfaction ou de non-satisfaction des ménages de la Commune, sur les efforts engagés dans les secteurs de l’eau potable, la santé, l’éducation et les services communaux par l’administration.

Les analyses des données obtenues montrent que des efforts restent à faire pour améliorer le niveau de perception de nos populations des actions entreprises par les services publics.

La vision que j’ai de la commune de Dizanguè, est qu’au fil du temps le plan d’action arrêté au terme de cet exercice et reposant sur les attentes exprimées par les populations soit effectivement mis en œuvre au plaisir des populations de cette belle localité.



Chief NGUIME EKOLLO Frédéric
Ingénieur Général Polytechnicien des Mines
Officier de l’Ordre National de la Valeur

RESUME EXECUTIF

Pour permettre à la population d'apprécier les actions de l'État au sein des communes, le PNDP, outil mis en place par le Gouvernement en 2004 pour améliorer les conditions de vie des populations en milieu rural et impulser le processus de la décentralisation, s'est donné de mener une enquête de perception des services fournis par l'État dans le cadre du Contrôle Citoyen de l'Action Publique. L'objectif étant de capter auprès des populations, leur niveau de satisfaction en rapport avec l'offre en services publics dans des secteurs définis, notamment l'eau potable, l'éducation, la santé et le service communal.

En effet, au cours de la deuxième phase de ce programme et ce, dans le cadre de sa mission, le PNDP a expérimenté dans 10 communes pilotes (01commune dans chaque région du Cameroun) le mécanisme de Contrôle Citoyen de l'Action Publique.

Celui-ci s'est basé d'une part sur l'opération d'enquête auprès des ménages pour capter la perception des populations sur l'offre de services publics dans les secteurs de l'eau potable, de la santé, de l'éducation et du service communal ; et d'autre part sur la dissémination de résultats afin d'opérer des changements significatifs relatifs à la qualité des services communaux.

Tenant compte des leçons tirées de cette expérience pilote, le PNDP a jugé utile de l'étendre progressivement à toutes les communes. Aussi, il a été retenu, dans la phase III du programme, de réaliser dans 160 communes une enquête auprès des ménages pour permettre aux populations de porter une appréciation sur l'offre en services publics.

Pour la fiabilité des résultats de l'enquête inscrite dans cette perspective, le PNDP s'est appuyé fortement sur l'expertise technique de l'INS qui a planifié le sondage, selon les bases et la méthodologie scientifiques, et aussi réalisé le traitement des données collectées sur le terrain.

Dans sa phase opérationnelle, l'enquête commandée par le PNDP dans la commune de Dizanguè a été menée par l'IPD-AC. Cette dernière fait partie des 15 communes retenues dans le Littoral et pour lesquelles les résultats issus de l'enquête seront destinés à être capitalisés pour améliorer l'action publique en vue d'une meilleure perception de celle-ci par les populations.

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

De l'analyse des données collectées sur le terrain, il en ressort que :

- pour ce qui concerne le secteur de l'eau potable, la plupart des ménages ne sont pas satisfaits du nombre de points d'eau existants (56,8 %). Ils estiment notamment que l'eau est de mauvaise qualité (52,3%) et dénoncent l'éloignement des points d'eau existants (43,2 %) ;
- dans le secteur de la santé, le niveau de non satisfaction est de 47,8% et s'explique par la mauvaise qualité/insuffisance des équipements, l'insuffisance des formations sanitaire, la mauvaise gestion des formations sanitaires, l'éloignement des formations sanitaires et le cout élevé de l'accès aux soins de santé ;
- concernant le secteur de l'éducation, les proportions des ménages non satisfaits des services d'éducation seraient de 11,1% pour le cycle maternel, 19,8% pour le cycle primaire, 16,7% pour le cycle secondaire et 6,6% pour le cycle de formation professionnelle.
- s'agissant des services communaux, la proportion des ménages insatisfaits est de 50%.

En définitive, pour améliorer la perception de l'action publique dans la commune de Dizanguè, l'institution communale devra mettre sur pied un dispositif de maintenance et de gestion des infrastructures existantes et impliquer davantage les populations dans les prises de décision.

ABSTRACT

The effectiveness of people's participation in the designing, implementation and monitoring-evaluation of public development actions is more than ever at the center of strategies to fight against poverty, improve the living conditions and life quality of populations in developing countries in general and particularly in Cameroon.

The National Community-driven Development Program (PNDP), secular arm of the State in the noble mission to involve the populations in the implementation of actions of development of their territory, was endowed in its third phase with a program that will enable local populations to give their opinion on their level of satisfaction with regards to the access to basic social services. In line with this, the PNDP has implemented the Citizen Control operation of Public Action named ScoreCard, which is the materialization of the principle of accountability of authorities on the population.

This principle is the expression of any formal or informal action by citizens or Civil Society Organizations (CSOs) aiming at controlling public action or compelling actors of development to report to citizens, assessing the relevance of the projects and the means allocated to them, redirecting the development axes according to the new needs identified, completing the public control mechanisms (administrative, jurisdictional, parliamentary) and being a tool for decision-making.

Within the framework of this study, the operation aims at collecting information on the level of the satisfaction of households related to services provided in some basic social sectors (portable water, the health, education and communal services). This will involve conducting a household-opinion survey, producing a survey report, developing a strategic plan for the implementation of programmed actions and putting in place a monitoring and evaluation system for the said actions.

Indeed, during its second phase of implementation and within the framework of its mission, the PNDP has experienced the mechanism of Citizen Control of Public Action in ten pilot councils, including one in each region of Cameroon. It was based on the one hand, on the household-survey operation to capture people's perception on the provision of drinkable water, health services, education and community services by public services, while on the other hand, the dissemination of results in order to make significant changes in the quality of community

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

services. Taking into account the lessons learned from this pilot experience, the PNDP deemed it necessary to gradually extend it to all communities. Also, in Phase III of the Program, it was decided to carry out a household survey in 160 communities to enable the population assess the supply of public services. To ensure the reliability of the results of this survey, the PNDP relied on the technical expertise of the INS, which planned the survey, according to scientific and methodological basis and also carried out the processing of data collected on the field.

The results of this survey for the community of Dizanguè can be summarized in the satisfaction of the households in terms of access and quality to the services mentioned below.

- In the sector of water: 7,7% of the households are satisfied because they have very good quality water available throughout the year;
- In the sector of Health, 47,8% of the households are unsatisfied with the supply of health services.
- In the sector of education, nearly 90,6% of households report that their locality has a basic education cycle and over 48,4% have secondary schools;
- With regards to municipal governance in the community of Dizanguè, some services are, by their nature, rare events for the same household. The response time is globally considered satisfactory (nearly 55%).

To better the level of satisfaction of the services provided, the Dizanguè community should dwell on identifying a strategy for the maintenance of existing infrastructures. With regards to governance, setting up mechanisms for the effective participation of populations in the implementation of public action would be proper for the Dizanguè community.

INTRODUCTION

Promouvoir le bien-être des populations fait partie de l'une des plus grandes missions de l'État dans un pays. Ainsi, dans un environnement global marqué par les crises économiques, sociales et environnementales, et sous la pression des partenaires au développement, plusieurs de gouvernements africains dont le Cameroun, ont opté pour la décentralisation comme mode de gestion de l'État. En effet, non seulement la décentralisation contribue à une meilleure efficacité de l'action publique, mais aussi elle renforce le développement local et améliore l'équité à travers une meilleure répartition des ressources.

Le concept de développement local peut donc être compris comme un processus de création (production), de rétention (appropriation), et de redistribution (partage équitable) des richesses sur le territoire. Il est né de la prise de conscience de ce que les politiques d'aménagement du territoire dont le but est de corriger les grands déséquilibres géographiques et socioéconomiques doit s'appuyer sur une organisation des volontés locales pour être efficace.

Un environnement juridique approprié étant indispensable pour la mise en place de la décentralisation, le gouvernement camerounais s'est doté d'un ensemble de lois, de décrets et d'outils pour l'encadrer. C'est ainsi que, le PNDP a été mis en place par l'État comme outil permettant d'accélérer la mise en œuvre du processus de décentralisation et promouvoir le bien-être des populations.

Pour mesurer l'action de l'État dans les communes, le PNDP s'est engagé à conduire un processus de Contrôle Citoyen de l'Action Publique dans 160 communes. L'objectif étant de consolider la prise en compte des aspirations des populations non seulement dans ses réalisations, mais aussi dans celles des autres acteurs de développement qui interviennent dans l'espace communal. Plus spécifiquement, il est question de réaliser une enquête de perception des populations sur la qualité des services de l'État dans les secteurs de l'eau potable, de la santé et de l'éducation ; ainsi que sur la fourniture de services par la commune.

Pour mener à bien cette action dans la commune de Dizanguè, l'expertise de l'Institut Panafricain pour le Développement a été sollicitée par le PNDP. Au sein de la commune de Dizanguè, l'enquête a été menée dans 14 zones de dénombrement dans lesquelles au total, 320 ménages ont été échantillonnés. La collecte de données a été faite auprès des ménages échantillonnés et les résultats sont consignés dans le présent document.

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Le présent rapport est structuré de la manière suivante :

- ❖ Chapitre I : Cadre législatif et règlementaire en matière de décentralisation et développement local au Cameroun ;
- ❖ Chapitre II : Synthèse méthodologique de l'enquête sur le Contrôle Citoyen de l'Action Publique dans la commune de Dizanguè ;
- ❖ Chapitre III : Principaux résultats et améliorations suggérées ;
- ❖ Chapitre IV : Plan d'action pour la mise en place d'un Contrôle Citoyen de l'Action Publique dans la commune de Dizanguè.

**CHAPITRE I : CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
EN MATIERE DE DECENTRALISATION ET DE
DEVELOPPEMENT LOCAL AU CAMEROUN**

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Le cadre législatif et règlementaire de la décentralisation et du développement local au Cameroun se scrute à travers un ordonnancement des textes juridiques, partant de la Constitution jusqu'au décret en passant par les lois ainsi que de la disposition des institutions en charge du développement local. Pour présentation expressive de ce chapitre, il semble méthodologiquement contraignant, de mettre en exergue d'une part les lois et règlements de la République en la matière (I-1) et d'autre part, les mécanismes de promotion de développement local tant au niveau national que local (I-2).

I. CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE DE LA DECENTRALISATION

Pour que la décentralisation puisse prendre corps dans un État, il faut absolument le meubler d'un environnement juridique approprié.

Il s'agit pour cette section de notre rapport, de présenter de façon ordonnancée les bases constitutionnelles, juridiques et règlementaires de la décentralisation au Cameroun.

I.1. LES BASES CONSTITUTIONNELLES DE LA DÉCENTRALISATION AU CAMEROUN

La loi N°96/06 du 18 Janvier 1996 portant modification de la constitution de 1972 a fait de la décentralisation la pierre angulaire non seulement de l'expression de l'État de droit au Cameroun, mais également de la promotion du développement local. L'alinéa 2 de l'article premier du titre premier, « De l'État Et de La Souveraineté » conditionne la forme de l'État à l'instauration de la pratique de la décentralisation comme modèle de gouvernance. On peut y lire « la République du Cameroun est un État unitaire décentralisé ». Le titre X, Des Collectivités Locales consacre huit (08) articles (de l'article 55 à l'article 62) pour encadrer la pratique de la décentralisation. Il se manifeste là, de la part du constituant camerounais, une réelle volonté de faire des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) des acteurs à part entière de la construction et de la consolidation des idéaux de paix, de l'intégration nationale, de promotion de la démocratie et du développement local. On peut y lire en l'article 55, alinéa 2 « les Collectivités Territoriales Décentralisées sont des personnes morales de droit public. Elles jouissent de l'autonomie administrative et financière pour la gestion des intérêts régionaux et locaux. Elles s'administrent librement par des conseils élus et dans les conditions fixées par la loi. Les conseils des collectivités territoriales décentralisées ont pour missions de promouvoir le développement économique, social, sanitaire, éducatif, culturel et sportif des collectivités ». Ceci illustre à suffisance que la décentralisation camerounaise a en amont une base constitutionnelle conséquente. Qu'en est-il de la loi.

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

I.2. LES LOIS COMME FONDEMENT DE LA DÉCENTRALISATION AU CAMEROUN

La constitution dans son titre XII, Des Dispositions Transitoires et Finales annonce la mise en place progressive des institutions constitutionnellement établies. C'est dans ce sillage que le législateur camerounais, va se pencher dans l'opérationnalisation de la décentralisation. Les lois dites de la décentralisation du 22 juillet 2004, consacrent ainsi la pratique de cette forme nouvelle de gouvernance. La loi N°2004/017 d'Orientation de la Décentralisation vient fixer les règles générales applicables en matière de la décentralisation territoriale, tel que le chapitre premier du titre premier l'énonce. Dans l'ensemble on y trouve la définition d'un cadre d'action, la description des acteurs et leurs missions. La loi N°2004/018 portant sur les Communes et celle N°2004/019 portant sur les Régions ont apporté une plus-value significative dans la définition des missions des acteurs ainsi que dans les mécanismes d'actions de ces derniers.

Si les lois donnent fondamentalement une base à la décentralisation au Cameroun, la règlementation participe également à la concrétisation de la pratique de la décentralisation et par conséquent constitue un fondement non négligeable de celle-ci.

I.3. LES FONDEMENTS RÈGLEMENTAIRES DE LA DÉCENTRALISATION AU CAMEROUN

On y retrouve une kyrielle de mécanismes d'actions, dont les plus fréquents se recrutent dans les décrets, les arrêtés et les ordonnances. En général, ces instruments participent de la rationalisation du fonctionnement des acteurs interpellés de près ou de loin par la décentralisation. On peut y observer : les orientations dans le transfert des compétences, dans la gestion des ressources communales et dans la gestion des relations. En somme, on assiste à un ensemble de mécanismes portés par le pouvoir exécutif, dans le souci d'harmoniser un environnement de plus en plus concurrentiel, afin de rester cohérent avec les engagements de l'État vis-à-vis de lui-même et des autres acteurs tant nationaux qu'internationaux.

II. PROMOTION DU DEVELOPPEMENT LOCAL

II.1. CONCEPT DE L'ÉCONOMIE LOCALE

Le développement local peut être compris comme un processus de création (production), de rétention (appropriation), et de redistribution (partage équitable) des richesses sur le territoire.

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Le concept de développement local naît de la prise de conscience de ce que les politiques d'aménagement du territoire (logique d'État) mises en œuvre pour corriger les grands déséquilibres géographiques et socioéconomiques (logiques du marché) ne peuvent trouver leur pleine efficacité qu'en s'appuyant sur une organisation des volontés locales (logique de territoire).

Ce processus de développement s'articule autour de trois dimensions (l'espace, le temps et les acteurs). Il permet à la population du territoire concerné de résoudre progressivement ses problèmes et de réaliser ses ambitions dans les domaines économique, social, culturel et environnemental par la participation active, individuelle et collective de l'ensemble des citoyens.

Processus dynamique et incertain plutôt que réalité figée, le développement local est ainsi à la fois un problème de consolidation territoriale et de coordination entre les différents acteurs, qui interpelle les contextes institutionnels locaux. Par ailleurs, cette notion comporte une dimension endogène qui insiste sur la mobilisation et la valorisation productive des ressources, des énergies, des forces sur un espace (ou un « territoire ») sans que ce dernier ne désigne a priori une aire donnée, aux délimitations physiques précises, fixes et aisément repérables. Il est essentiel de souligner que ce qui peut être « local » ici est régional, voire national ailleurs.

II.2. LIENS ENTRE DÉVELOPPEMENT LOCAL ET DÉCENTRALISATION

Selon l'art. 2, al. 2, de la loi N° 2004/17 du 22 juillet 2004 d'orientation de la décentralisation, la décentralisation constitue l'axe fondamental de promotion du développement, de la démocratie et de la bonne gouvernance au niveau local.

Ainsi, en transférant les compétences et les ressources, la décentralisation peut promouvoir la démocratie locale et la bonne gouvernance et contribuer de manière durable au bien-être des populations locales.

Cependant, de nombreux facteurs liés au partage du pouvoir peuvent empêcher l'implémentation efficace du développement local. Au nombre de ces facteurs, nous pouvons citer:

- ❖ Une coopération difficile entre l'État et les collectivités locales qui peut freiner toute dynamique d'actions communes. On peut citer, à cet effet, la lourdeur du cadre unitaire et la fragmentation territoriale qui ont tendance à induire des interventions moins complémentaires, des chevauchements de compétences et la dispersion des initiatives, ainsi qu'un cloisonnement des institutions et des budgets ;

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

- ❖ Une médiation difficile du gouvernement local qui ne cherche pas à coordonner les actions des différents acteurs locaux au risque de créer la communalisation, c'est-à-dire le fait de considérer la commune comme étant le but de la décentralisation et du développement local. Le rôle du gouvernement local devrait s'apparenter à celui d'un stimulateur et facilitateur du développement, qui créerait un espace de concertation où les différents acteurs locaux se retrouveraient et discuteraient de la promotion du territoire.

Une première solution est le contrat-plan qui est un cadre de collaboration contraignant entre l'État et la Commune pour la poursuite des objectifs de développement. Défini par la loi N°2011/008 du 06 mai 2011 sur l'aménagement et le développement du territoire, le contrat-plan est un document négocié entre l'État d'une part, une collectivité décentralisée, un groupe de communes ou un syndicat de communes d'autre part, éventuellement assorti de contrat particulier, définissant de manière détaillée le partage solidaire des responsabilités en vue de l'exécution harmonieuse de programmes pluriannuels de développement ou des actions d'aménagement du territoire dans une ou plusieurs communes ou une région pendant une période déterminée, et dans lequel contrat-plan chaque partenaire s'engage sur la nature, le contenu et le financement partiel des différentes actions programmées.

D'autres solutions peuvent être envisagées parmi lesquelles, la création des sociétés d'économie mixte locales (exemple : champs communautaires, cases communautaires, etc.) qui associeraient les collectivités locales au secteur privé ainsi que la multiplication des fora permettant la concertation et la naissance de l'ingénierie territoriale.

II.3. NOTION DE PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

Le développement territorial part de l'idée selon laquelle chaque territoire, chaque région a des potentialités qu'il/qu'elle peut valoriser grâce au projet de développement local, conçu et mis en œuvre avec et pour les populations.

Un projet de développement local ou processus de développement territorial vise le changement de la situation d'un territoire et de ses habitants par la valorisation des qualités (ressources, atouts, valeurs), la minimisant des handicaps et le contournement des contraintes.

Il est initié et mis en œuvre de manière participative avec les habitants et les institutions. Il tente de répondre à leurs aspirations, et de valoriser leurs richesses collectives.

Quatre conditions doivent être vérifiées pour parler de projet de développement local :

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

- Un projet de développement local doit être déployé sur un territoire qui fonctionne comme tel ;
- Sa conception doit reposer sur un consensus formulé à travers un ensemble d'avantages, d'opportunités ou d'objectifs ;
- Sa mise en œuvre doit associer les populations locales ;
- Il est conduit par des institutions ou des dispositifs qui sont à la dimension du territoire où il s'applique.

II.4. DÉMARCHE DE LA PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT LOCAL (PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE)

La démarche de projet de développement du territoire est une démarche participative, porteuse d'une certaine vision de la citoyenneté.

Elle compte cinq étapes en interaction permanente pendant le déroulement du projet :

- **Diagnostic ou état des lieux :**

Il consiste en une étude pluridisciplinaire et exhaustive des forces et des faiblesses du territoire afin de « lire et de comprendre le territoire » et de choisir ce qu'il faut faire pour répondre aux enjeux essentiels de celui-ci.

- **Élaboration;**

Le diagnostic permet d'identifier certaines orientations et d'élaborer les actions à mener. Orientations et actions sont priorisées pour répondre aux enjeux du territoire. Le plan d'actions qui en découle ne peut cependant être considéré comme acquis qu'après l'obtention des financements ;

- **Contractualisation;**

Il s'agit ici d'une phase de signature de conventions avec des partenaires financiers et autres partenaires œuvrant dans le domaine du développement. C'est également la phase de contractualisation avec les divers partenaires en charge de l'exécution ;

- **Conduite;**

Il est possible au cours de l'exécution du projet, d'identifier de nouvelles initiatives non initialement prévues, et susceptibles d'enrichir le projet.

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Pour suivre le déroulement du projet, il faut définir collectivement des indicateurs de suivi qui aident au pilotage des actions du projet. Il est clair que pour accorder des chances de réussite au projet, des études de rentabilité sont nécessaire ;

➤ **Évaluation.**

Il s'agit ici d'effectuer un arrêt afin de porter un jugement sur la façon dont le projet est réalisé. Des critères, définis collectivement, permettent de contribuer à cette appréciation du point de vue de l'impact, de la pertinence, de l'efficacité, de la cohérence interne ou externe, de l'efficience et de la qualité. Pour suivre le déroulement du projet, il faut définir collectivement des indicateurs de suivi qui aident au pilotage des actions du projet. Il est clair que pour accorder des chances de réussite au projet, des études de rentabilité sont nécessaires.

L'évaluation est réalisée en interne par les acteurs du territoire, avec éventuellement un appui externe (regard extérieur).

II.5. BRÈVE PRÉSENTATION DE LA COMMUNE DE DIZANGUÈ

Dans cette partie, est présenté la commune de Dizanguè notamment sa localisation, son milieu biophysique, son milieu humain et son milieu socioéconomique.

II.5.1. LOCALISATION DE LA COMMUNE

Situé dans le département de la Sanaga Maritime, Dizanguè se trouve à 13 kilomètres d'Edéa. La localité est située à proximité de la ville de Douala, la capitale économique (60 km) et de Kribi la cité balnéaire (120 km). La proximité de ces grandes villes constitue des atouts très importants pour cette commune.

Chef-lieu de l'arrondissement de même nom, la commune de Dizanguè est située dans la partie Sud de la Région du Littoral. La commune de Dizanguè est limitée:

- au Sud et à l'Est par l'arrondissement de Mouanko ;
- au Nord par l'arrondissement d'Edéa II ;
- à l'Ouest par l'arrondissement de Douala 3^{ème}, la Dibamba.

La commune a été créée en 1977 par décret n° 77/203 du 29/06/1977. Sa superficie est de 541 km² et s'étend entre 9°41 et 9°50 de longitude Est et entre 4°42 et 4°53 de latitude Nord. Elle compte 34 villages.

La situation générale de la commune de Dizanguè se présente tel qu'il suit :

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Tableau 1: Situation générale de la commune

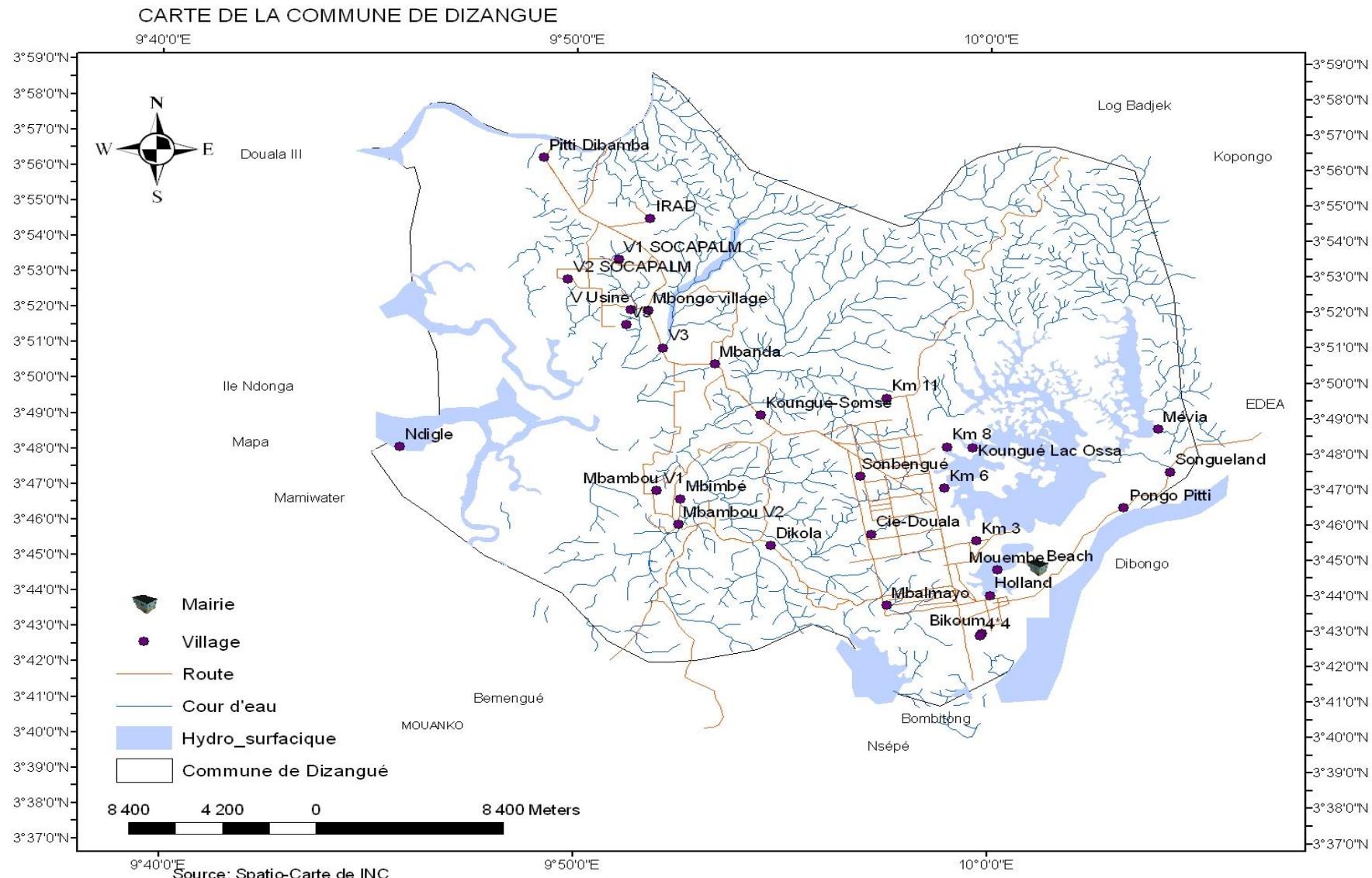
Région	Littoral	
Département	Sanaga Maritime	
Arrondissement	Dizanguè	
Commune	Dizanguè	
Date de création	1977	
Population	32 627 habitants	
Superficie	541 km ²	
Coordonnées géo. :	<u>Latitude Nord</u> : entre 4°42 et 4°53 <u>Longitude Est</u> : entre 9°41 et 9°50	
Communes voisines	Au nord	Commune d'Edéa II
	Au sud et à l'Est	Commune de Mouanko
	À l'ouest	Commune de Dibamba
Nombre de villages/ chefferies	02 Cantons (chefferies de 2e degré) ➤ Le Canton Ndonga ➤ Le Canton Yakalak	
	32 villages	
Activités économiques	Agriculture, élevage, commerce, artisanat, pêche et transport	
Infrastructures scolaires	Présence d'une Inspection d'arrondissement	
Autres infrastructures sociales	<ul style="list-style-type: none"> • Formations sanitaires : -02 centres publics -12 centres privés • Couverture en eau potable : -92 bornes fontaines dont 8 à réhabiliter -22 forages dont 02 non fonctionnels -07 sources -04 puits • Infrastructures marchandes : - plusieurs boutiques et une dizaine de hangar, sans comptoir 	

Source : diagnostic participatif septembre 2017

La carte localisant la commune de Dizanguè dans le Département de la Sanaga maritime et dans la Région du Littoral est indiquée ci-après :

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Carte 1 : Carte de la commune de Dizanguè



Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

II.5.2. MILIEU BIOPHYSIQUE

(i) Climat

Le climat est tropical humide avec deux saisons, une pluvieuse d'avril à octobre et une saison sèche de novembre à mars.

(ii) Sols

Les sols sont de type sablo argileux et latéritique.

(iii) Relief

Dizanguè est caractérisé par un relief fait de falaise à l'entrée de Beach et des vallées.

(iv) Hydrographie

Dizanguè est entouré de lacs dont le plus important est le lac OSSA qui a 4 820 ha de superficie contenant des espèces animales protégées comme le Lamentin et un ensemble de 18 îlots, véritables merveilles touristiques. Le fleuve Sanaga serpente la commune sur une distance de 8 km. On y trouve aussi quelques cours d'eau telle que la rivière Mbanda, le fleuve Mbongo, la rivière Kwakwa, etc. On note aussi la présence de l'océan Atlantique du côté de l'île NDIGLE.

(v) Flore et Faune

Avec l'action des braconniers et des populations, l'habitat naturel de la faune (biotope) disparaît peu à peu dans les forêts, conduisant ainsi à la disparition des espèces y habitant. Néanmoins, l'on retrouve encore dans la commune de Dizanguè quelques espèces fauniques terrestre et aquatique, représentées dans le tableau ci-après.

Tableau 2 : Type de ressources fauniques retrouvé dans la Commune de Dizanguè

Faune terrestre		Faune aquatique
Grands gibiers	Petits gibiers	
Antilopes	Écureuil	Machoiron
Biches	Hérisson	Carpes
Phacochères	Porc-épic	Silures
Varans	Lièvres	Poisson courant
Mangoustes	Singes	Tilapia
Gorilles	Rat	Brochet
Sangliers		Trétaïn
Chimpanzés		Lamantin
Serpent boa		Poisson serpent
		Tortue
		Crabes
		Caïmans
		Crocodiles

Source: CCAP/SCORECARD, Dizanguè, 2017

La flore retrouvée en général dans la commune est représentée dans le tableau ci-dessous.

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Tableau 3 : Type de flore retrouvé dans la Commune de Dizanguè en 2011

Espèces ligneuses	Produits forestiers non ligneux
Palmier à huile	Ikok
Hévéa	Feuille de jonc
Bubinga	Water-leaft
Azobe	Champignon
Baobab	
Arbre tampon	
Niove	
Parasolier	
Palituvier	
Doussier	
Pachiloba	
Noisetier	
Atuie	
Fromager	
Bongo	
Mango sauvage	
Quinqueliba	
Moabi	

Source: CCAP/SCORECARD, Dizanguè, 2017

II.5.3. MILIEU HUMAIN

(i) Repères historiques de la Commune

Situé dans le département de la Sanaga Maritime, Dizanguè se trouve à 13 kilomètres d'Edéa. La localité est située à proximité de la ville de Douala, la capitale économique (60 km) et de Kribi la cité balnéaire (120 km). La proximité de ces grandes villes constitue des atouts très importants pour cette Commune.

Chef-lieu de l'arrondissement de même nom, la Commune de Dizanguè est située dans la partie Sud de la Région du Littoral. La commune de Dizanguè est limitée:

- au Sud et à l'Est par l'arrondissement de Mouanko ;
- au Nord par l'arrondissement d'Edéa II ;
- à l'Ouest par l'arrondissement de Douala 3^{ème}, la Dibamba.

La Commune a été créée en 1977 par décret n° 77/203 du 29/06/1977. Sa superficie est de 541 km² et s'étend entre 9°41 et 9°50 de longitude Est et entre 4°42 et 4°53 de latitude Nord. Elle compte 34 villages.

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

(ii) Taille et structure de la population

La commune de Dizanguè est l'une des neuf communes que compte le département de la Sanaga Maritime. L'histoire moderne de cette commune commence en 1887 avec l'arrivée des Allemands qui y exploitent le bois « azobé » et plus tard développent la culture de l'hévéa et créent une exploitation dénommée KAMERUN GESELSCHAFT KAOUTCHOUC.

Sa population est de 17 086 habitants, 8993 hommes contre 8093 femmes suivant le recensement général de la population de 2005. Le diagnostic participatif a relevé un effectif total de la population de la Commune d'environ 32 627 habitants, répartis par âges comme suit :

Tableau 4: Effectifs de la population de la Commune de Dizanguè

Tranches d'âges	Effectifs population
Moins de 5 ans	5 713
5 ans - 16 ans	5 727
16 ans et plus	21 187
Total	32 627

Source: PCD Commune de Dizanguè, 2012

II.5.4. MILIEU SOCIO-ECONOMIQUE

(i) Milieu social

➤ *Groupes ethniques*

On rencontre quatre ethnies autochtones : Pongo, Ndonga, Yakalak et Malimba. La population est étendue sur deux cantons (Ndonga et Yakalak) et 32 villages. Les deux cantons sont administrés par deux chefs supérieurs de 2^e degré et 30 villages par les chefs de 3^{ème} degré.

Les allogènes sont composés de toutes les autres ethnies du Cameroun et les expatriés.

➤ *La religion*

La religion est aussi variée que les groupes ethniques dans la commune de Dizanguè. On distingue le christianisme qui est la principale religion de la commune, l'islam et l'animisme. Les populations chrétiennes sont constituées en majorité des catholiques, des protestants de l'Eglise Evangélique du Cameroun, des musulmans et des chrétiens des églises réveillées.

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

(ii) Principales activités économiques

Les principales activités économiques sont : l'exploitation des carrières de sable, la pêche, l'agriculture, la moto taxi, le call box, le petit commerce, les auberges, les artisans, les garagistes, les cordonniers, les couturiers, les menuisiers, les vigneron, les soudeurs, etc.

S'agissant du petit élevage on peut noter les spéculations suivantes : porcs, volailles, moutons et chèvres.

**CHAPITRE II : SYNTHESE METHODOLOGIQUE DE
L'ENQUETE SUR LE CONTROLE CITOYEN DE L'ACTION
PUBLIQUE DANS LA COMMUNE DE DIZANGUÈ**

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

I. CONTEXTE DE L'ÉTUDE

a. Définition du CCAP

Le Contrôle Citoyen de l'Action Publique (ScoreCard) se définit comme toute action de la part des citoyens ou des Organisations de la Société Civile (OSC) qui vise à (i) contrôler l'action publique ou à obliger à rendre compte aux citoyens ; (ii) apprécier la pertinence des projets/programmes ainsi que des moyens qui y sont affectés; (iii) réorienter les axes de développement en fonction des nouveaux besoins identifiés et (iv) compléter les mécanismes publics de contrôle (administratif, juridictionnel, parlementaire).

b. But du CCAP

Le CCAP a pour but de:

- *Promouvoir la gouvernance* dans un contexte de crise de légitimité de l'État et de nombreuses insuffisances des mécanismes conventionnels ;
 - *Accroître l'efficacité de l'action publique* à travers une meilleure prestation des services publics et une conception plus éclairée des politiques ;
- Renforcer les moyens d'action* en faisant entendre la voix des citoyens vulnérables et défavorisés.

c. Axes du CCAP

- Le budget participatif;
- L'analyse politique du budget;
- Les audits sociaux;
- Le suivi de la dépense;
- L'évaluation des services fournis;
- Les exposés médiatiques.

Bien que le CCAP puisse s'effectuer sur plusieurs axes, l'axe retenu ici est l'évaluation des services fournis.

d. Caractéristiques du CCAP

Il peut être exercé par une multiplicité d'intervenants: les citoyens, les collectivités, les médias, les OSC à divers niveaux: micro social et macro social.

Il peut porter sur une multitude des questions politiques gouvernementales, dépenses publiques, prestations services.

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Il peut reposer sur diverses stratégies :

- Recherche, suivi, planification participative, dépenses et promotion des droits, éducation du public.

e. Facteurs de succès du CCAP

- Le contexte politique et culturel ;
- L'accès à l'information et le rôle des médias ;
- La capacité de la société et la synergie État/société civile : le principe de la transparence est déterminant dans la mise en œuvre de CCAP, il se traduit pour l'État par un partage de l'information

f. Modalité de mise en œuvre du CCAP retenue dans le cadre du PNDP

- Bien qu'il existe plusieurs modalités de mise en œuvre du CCAP, le PNDP a choisi d'avoir recours au <<**Citizen Reporting Card** >>(CRC) mieux connu sous le nom de ScoreCard et qui pourrait être traduit littéralement comme le << **Rapport d'évaluation citoyen** >>
- Le CRC peut être définie comme une évaluation du degré de satisfaction que les populations éprouvent envers les services publics.

I.1. OBJECTIF ET MÉTHODOLOGIE DU CCAP

Dans cette partie, nous développerons d'une part les objectifs du CCAP et d'autre part, la méthodologie du CCAP.

I.1.1. OBJECTIFS DU CCAP

a. Objectif global

Il vise à recueillir les informations sur la satisfaction des ménages par rapport aux secteurs (i) de l'Eau potable ; (ii) de l'Éducation ; (iii) de la Santé (iv) du Service Communal et formuler des recommandations en vue de susciter des changements dans l'action publique au niveau local.

b. Objectifs spécifiques

- Mener une enquête d'opinion auprès des ménages ;
- Produire un rapport d'enquête ;

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

- Élaborer une planification stratégique pour la mise en œuvre des actions programmées ;
- Mettre en place un dispositif de suivi-évaluation des actions programmées.

I.1.2. METHODOLOGIE DU CCAP

L'opération en cours dans la Région du Littoral vise à :

- Collecter les données et diffuser les résultats dans la zone 10 (Dibamba, Dizanguè, Mouanko, Ndom, Ngwei, Pouma, Yabassi et Yingui) en collaboration avec l'OSCIPID-AC Organisations de la Société Civile (OSC) retenue pour exécuter l'opération ;
- Renforcer les capacités de 08 communes retenues pour qu'elles puissent capitaliser les leçons apprises et conduire elles-mêmes les changements qui seront suggérés à l'issue de l'opération ;
- S'appuyer sur les cadres institutionnels existants afin de rendre exécutoires les différentes recommandations issues du CCAP.

Tableau 5: Séquencement des activités

N°	Étapes	Activités/Compétences Requise
a	Identification de l'envergure	- Connaissance des services ; - Accès aux ressources techniques.
b	Échantillonnage	- Identifier les enjeux et les acteurs (administration et usager) ; - Élaborer un plan de sondage.
c	Réalisation de l'enquête	- Gestion du travail de terrain ; - Formation des enquêteurs ; - Superviser l'enquête.
d	Traitement et analyse des données	- Saisie des données et analyse par le PNDP et l'INS ; - Rédaction du Rapport Analytique par l'OSC.
e	Dissémination des résultats et plaidoyer	- Analyse des parties prenantes ; - Communication aux parties prenantes.
f	Amélioration des services	- Capacité à interagir avec des groupes différents ; - Imagination et créativité.

II. MÉTHODOLOGIE DE TIRAGE DE L'ÉCHANTILLON ET DE COLLECTE DE DONNÉES

Le plan de sondage (échantillonnage) de l'enquête ScoreCard a été réalisé par l'INS et l'OSC IPD-AC sélectionné pour l'étude a procédé à la collecte des données dans la commune de Dizanguè.

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

II.1. TIRAGE DE L'ECHANTILLON

Cette partie décrit les principales caractéristiques du plan de sondage. Son principal objectif est de dresser la liste exhaustive des unités statistiques à enquêter, sélectionnées selon les règles de l'art.

II.2. CHAMP DE L'ENQUETE ET POPULATION CIBLE

Le champ de l'enquête est la commune de Dizanguè et l'unité statistique est le ménage¹.

II.2.1. TAILLE DE L'ECHANTILLON DES MENAGES, NOMBRE DE ZD ET NOMBRE DE MENAGES PAR ZD

La détermination de la taille de l'échantillon d'une enquête auprès des ménages telle que l'enquête ScoreCard est un compromis entre ce qui est exigé du point de vue de la précision de l'échantillonnage et ce qui est réalisable du point de vue de l'application pratique (i.e.: budget, personnel de terrain et administratif, ressources techniques, contrôle de qualité, contraintes temporelles, gestion, pérennité, etc.).

L'enquête ScoreCard a atteint un échantillon représentatif de 320 ménages dans la commune. Compte tenu des contraintes sus-évoquées, elle s'est appuyée sur les mêmes Zones de Dénombrement (ZD²) que celles sélectionnées lors de l'Enquête Complémentaire à la 4ème Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (EC-ECAM4³) qui a sélectionné un maximum 20 ZD dans chaque commune du Cameroun. EC-ECAM4 fournit en effet à ScoreCard l'avantage décisif de ne pas faire la mise à jour des ZD du RGPH3 (2005), puisqu'elle a été réalisée en 2016 par l'INS.

En conservant les 20 ZD de l'EC-ECAM4, ScoreCard a donc sélectionné 16 ménages par ZD pour atteindre les 320 ménages de chaque commune. Pour les communes ayant moins de 20 ZD, l'échantillon des 320 ménages a été réparti proportionnellement au nombre de ménages de chaque ZD obtenu lors de l'EC-ECAM4.

¹Personne seule ou ensemble de personnes (ayant ou non un lien de sang ou de mariage), vivant dans une même unité d'habitation, prenant le plus souvent leur repas en commun et subvenant généralement de manière commune aux dépenses courantes. Ce groupe reconnaît généralement l'autorité d'une seule personne comme chef de ménage (Source : INS, *Manuel des Concepts et Définitions utilisés dans les statistiques officielles au Cameroun, édition 2015*).

² Il s'agit de la plus petite unité géographique créée lors du découpage du territoire national pendant les travaux cartographiques du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH).

³ Cette enquête a été réalisée en 2016 par l'INS.

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

II.2.2. TIRAGE DE L'ECHANTILLON DES ZD ET DES MENAGES

De ce qui précède, on observe que le tirage de l'échantillon des ménages à enquêter s'est fait à 2 degrés. Les zones de dénombrement ont été tirées au premier degré, et les ménages ont été sélectionnés au deuxième degré dans celles-ci.

- **Tirage des unités primaires: les ZD**

Le tirage de l'échantillon de ScoreCard s'est adossé sur celui de l'EC-ECAM4 qui s'est effectué à partir de la base de sondage issue du dernier Recensement Général de la Population et de l'Habitat réalisé en 2005 (RGPH3) au Cameroun. L'échantillon des ZD de l'EC-ECAM4 a été reconduit pour ScoreCard.

Il convient de rappeler que les ZD de l'EC-ECAM4 ont été sélectionnées dans chaque commune par la procédure de tirage systématique avec probabilités proportionnelles au nombre de ménages dans chaque ZD.

- **Tirage des unités secondaires: les ménages**

Une fois les listes de ménages mises à jour par les équipes de dénombrement sur le terrain pour chaque ZD pendant l'EC-ECAM4, les ménages ont ensuite été numérotés suivant un ordre séquentiel de 1 à n (n étant le nombre total de ménages dans chaque zone de dénombrement). La sélection d'un nombre fixé de ménages dans chaque zone de dénombrement a été effectuée à l'aide de la procédure de sélection aléatoire systématique.

Dans la commune de Dizanguè, la répartition de l'échantillon des ménages à enquêter dans les 14 ZD identifiées est la suivante:

Tableau 6 : Répartition des ménages à enquêter par zone de dénombrement

Département	Commune	Nbre de ZD sélectionné	ZD	Nombre de ménages tirés pour la collecte des données
SANAGA MARITIME	DIZANGUÈ	15	1	22
SANAGA MARITIME	DIZANGUÈ	15	2	19
SANAGA MARITIME	DIZANGUÈ	15	3	31
SANAGA MARITIME	DIZANGUÈ	15	4	33
SANAGA MARITIME	DIZANGUÈ	15	5	20
SANAGA MARITIME	DIZANGUÈ	15	6	10
SANAGA MARITIME	DIZANGUÈ	15	700	23
SANAGA MARITIME	DIZANGUÈ	15	701	9
SANAGA MARITIME	DIZANGUÈ	15	702	10
SANAGA MARITIME	DIZANGUÈ	15	703	31

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Département	Commune	Nbre de ZD sélectionné	ZD	Nombre de ménages tirés pour la collecte des données
SANAGA MARITIME	DIZANGUÈ	15	704	17
SANAGA MARITIME	DIZANGUÈ	15	705	14
SANAGA MARITIME	DIZANGUÈ	15	706	42
SANAGA MARITIME	DIZANGUÈ	15	707	11
SANAGA MARITIME	DIZANGUÈ	15	708	29

Source INS - EC-ECAM4

II.3. CARTOGRAPHIE

La base cartographique ayant été utilisée est celle de l'INS enquête complémentaire ECAM-4.

II.4. SENSIBILISATION DES MENAGES

La sensibilisation a débuté par un atelier de lancement officiel en date du 28 septembre 2017 dans la salle polyvalente des services du Gouverneur, présidé par son représentant. Cet atelier avait réuni toutes les parties prenantes des zones 09 et 10. À la suite de ce lancement au niveau régional, le Gouverneur avait signé une lettre circulaire à l'endroit des Préfets des Départements du Moungo et de la Sanaga-maritime. Avec l'appui des services du Préfet de la Sanaga Maritime et des communes concernées, les experts (superviseurs) de IPD-AC étaient descendus sur le terrain quelques jours avant la descente des enquêteurs pour informer et expliquer aux ménages les avantages de l'enquête en cours, ce qui a facilité la forte implication des ménages et nous a évité plus ou moins les réticences et résistances des populations enquêtées.

II.5. COLLECTE DES DONNEES

a. Outils de collecte

L'outil de collecte répond d'abord au souci de rassembler des informations dont le traitement approprié permettra d'atteindre les objectifs de l'enquête. Pour cette enquête, l'outil principal de collecte est le questionnaire ménage. Il est composé de cinq (5) sections dont la première porte sur les renseignements généraux, la deuxième sur l'eau potable, la troisième sur la santé, la quatrième sur l'éducation et la dernière sur les services communaux.

Les dossiers cartographiques de l'EC-ECAM4 ont également été mis à contribution.

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

b. Collecte de données proprement dite

➤ Formation et sélection des agents de collecte et des superviseurs

Au vu des contraintes de recrutement des enquêteurs au niveau local, l'équipe de l'IPD-AC a collaboré avec le Maire de la commune de Dizanguè afin d'enclencher le processus de recrutement. Après avoir lancé l'appel à manifestation d'intérêt, la commune a reçu une vingtaine de dossiers sur lesquels seulement ceux de 16 personnes répondaient aux critères prescrits à savoir: être détenteur d'un baccalauréat au moins et avoir déjà participé à une enquête. Les 16 agents retenus ont tous suivi la formation des enquêteurs qui s'est déroulée du 17 au 20 octobre 2017 et ont été évalués le 19 octobre sur la base des critères de sélection ci-dessous :

- obtenir une note supérieure ou égale à 12/20 sur le test fourni par le PNDP;
- n'avoir pas été absent pendant la formation ;
- avoir été participatif pendant la formation ;
- avoir bravé la phase de simulation.

À l'issue de l'évaluation, 11 enquêteurs principaux ont été retenus et 4 ont été placés dans la liste d'attente.

Tableau 7 : Résultats du test de sélection des agents enquêteurs de la Commune de Dizanguè

N°	Noms et prénoms	Note test (sur 20)	Participation (sur 3)	Note finale (sur 23)
1	BALENG Célestin	13	3	16
2	BEKOMBE Madeleine	13,25	3	16,25
3	BILONG Albert Boréal	13,75	3	16,75
4	EBELLE Christian	14,25	3	17,25
5	MADENG Simon	13,75	3	16,75
6	MBEP DJONE Émile Arthur	14	3	17
7	NJOK NJAL LIKON	13	3	16
8	NJOLLE Olga Martine	14,75	3	17,75
9	NWAHA BOUMTJE Michel	13,50	3	16,50
10	PEP MBOME Jean Marie	13,75	3	16,75
11	SELLÉ Victorine Marthe	13,50	3	16,50

Source: CCAP, Dizanguè, 2018

À Dizanguè, la collecte des données s'est déroulée du 20 au 26 octobre 2017. Dès notre arrivée, nous nous sommes rendus à la sous-préfecture pour remettre la lettre de Monsieur le Gouverneur à Monsieur le Sous-préfet le 20 octobre 2017.

La collecte des données s'est déroulée dans la commune de Dizanguè pendant 6 jours, du 20 au 26 octobre 2017.

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Nous avons constitué cinq (5) équipes de travail en fonction des destinations (villages à enquêter) :

Groupe 1

- EBELLE Christian
- BEKOMBE Madeleine
- BILONG Abel Boréal

Ont enquêté à DIKOLA, MBIMBE, MBAMBOU V1 et MBAMBOU V1 bis, puis PONGO PITTI et SONGUELAND.

Groupe 2

- BALENG DIKONGUE Célestin
- MBEP DJONE Émile

Ont enquêté les localités NKONGUE SOMBE, MBANDA, MBONGO V3, KM2, SONG BEMGUE, KM8, KM6, NDONGA, LAKOSSA.

Groupe 3

- OLGA NJOLLE Martine
- PEP MBOME Jean Marie

Ces enquêteurs ont parcouru les villages CAMP USINE, V1, HOLLAND BLOC 1 et 4X4, MBONGO VILLAGE USINE et MBONGO VILLAGE V5.

Groupe 4

- NJOK NJAL LIKON Jean Jules
- MANDENG Simon

Se sont rendus à V2 et V5, Km 3, V1, V3.

Groupe 5

- Victorine SELLE Martine
- NWAHA BOUMTJE Michel

Ont enquêté les localités BEACH-PITTI DIBAMBA 1 et 2, DIBAMBA1 et 2.

➤ Difficultés rencontrées

Nous avons rencontré quelques difficultés en rapport avec notre intervention sur le terrain. Nous citerons ici, les plus significatives à savoir :

- le mauvais état des routes des ZD ;
- l'absence d'un moyen roulant pour le suivi des enquêteurs ;
- l'abandon de certains ménages échantillonnes de la ZD.

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

c. Exploitation des données

L'exploitation des données a été faite par le PNDP après un contrôle préalable fait au niveau des questionnaires par les cadres de la CRC- PNDP-LT suivant les étapes ci-après :

- la saisie des données et l'apurement du fichier de saisie ;
- la tabulation a été faite à l'INS. Ces indicateurs déterminés ont fait l'objet de commentaires qui ont été consignés dans un rapport ;
- l'analyse et production du rapport de l'étude.

d. Présentation des résultats et négociation de l'amélioration des services

La présentation des résultats et la négociation de l'amélioration des services se sont fait lors de la restitution du rapport de l'enquête dans la commune de Dizanguè.

II.6. MÉTHODOLOGIE DE MESURE DES INDICATEURS DE PERCEPTION

Alors que l'identification du répondant cerne son nom, sa localisation, son âge, son sexe et son statut, pour garantir la fiabilité des informations collectées (contre vérification éventuelle des informations collectées par l'enquêteur en cas de nécessité), les autres rubriques susmentionnées du questionnaire comprennent des questions fermées simples (choix d'une réponse) et des questions fermées complexes (choix entre une ou plusieurs réponses proposées). Le cumul des réponses sur une modalité de réponses proposées permet d'évaluer l'intensité de la fréquence des réponses, les tendances des opinions sur un problème, de mesurer le niveau de satisfaction vis à vis de l'offre de services publics et le niveau des attentes.

Les indicateurs (quantitatifs ou qualitatifs) de perception contenus dans le questionnaire sont donc mesurés par le poids de la fréquence des réponses sur une modalité. Il est utile de noter que pour minimiser les biais dans les informations recueillies dans chacune des communes, le contrôle du déroulement de l'enquête a veillé à avoir un taux de réponses d'au moins 80% (ménages répondants /ménages tirés* 100).

CHAPITRE III: PRINCIPAUX RESULTATS ET AMELIORATIONS SUGGEREES

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Dans ce chapitre, il est présenté les différents résultats obtenus après analyse des données collectées sur le terrain. À cet effet, résultats analysés sont issus de la perception des ménages de la commune de DIZANGUÈ.

La personne de référence à interviewer dans le ménage était le chef de ménage lui-même ; ce n'est qu'en désespoir de cause que les agents enquêteurs pouvaient prendre un autre répondant en mesure de fournir des informations fiables. Les tableaux qui suivent donnent les indicateurs sociodémographiques de base sur les répondants.

I. PRÉSENTATION DE LA POPULATION ENQUÊTÉE

Tableau 8 : Caractéristique des répondants Figure 1 : Age des répondants

	Éléments	Fréquences (%)
Groupe d'âges	Moins de 20 ans	0,7
	20-24	7,4
	25-29	16,2
	30-34	15,8
	35-39	14,7
	40-44	14,3
	45-49	10,7
	50-54	9,6
	55-59	3,7
	60-64	2,9
	65 & +	4,0
	NSP/manquant	0
Sexe	Masculin	57,4
	Féminin	42,6
	Total	100

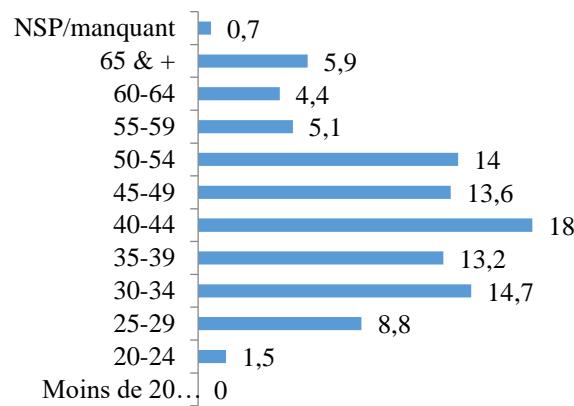
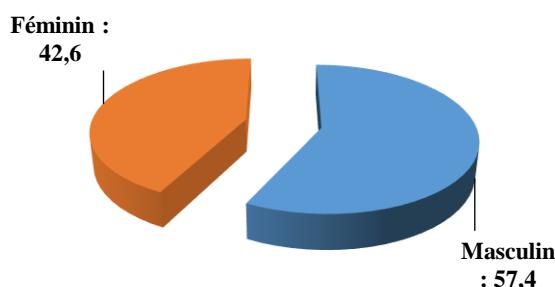


Figure 2 : Sexe des répondants



Nous remarquons ici que la plupart des répondants enquêtés sont de sexe masculin (57,4% d'homme contre 42,6% de femmes). La tranche d'âge la plus enquêtée est "25-29" ; tandis que la tranche la moins enquêtée est " Moins de 20 ans ".

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Tableau 9 : Caractéristique des chefs de ménages

	Éléments	Fréquences
Groupe d'âges - chef du ménage	Moins de 20 ans	0,0
	20-24	1,5
	25-29	8,8
	30-34	14,7
	35-39	13,2
	40-44	18,0
	45-49	13,6
	50-54	14,0
	55-59	5,1
	60-64	4,4
	65 & +	5,9
	NSP/manquant	0,7
Sexe du chef de ménage	Masculin	78,7
	Féminin	21,3
	Total	100

Figure 3 : Age des chefs de ménage

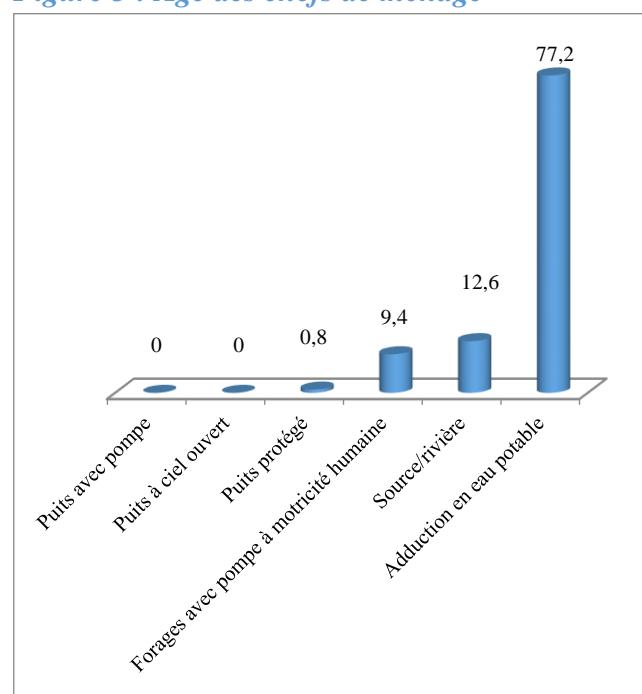
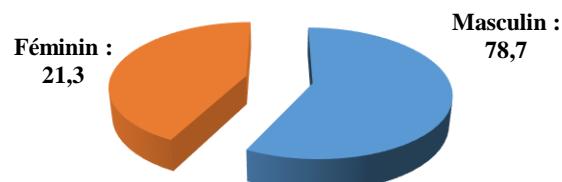


Figure 4 : Sexe des chefs de ménage



La plupart des chefs de ménages enquêtés sont de sexe masculin (78,7% d'homme contre 21,3% de femme). La tranche d'âge la plus enquêtée est "40-44" ; tandis que la tranche la moins enquêtée est "Moins de 20 ans".

I.1. SECTEUR DE L'EAU POTABLE

Dans cette partie, nous présenterons les opinions des ménages par rapport aux services publics offerts dans le domaine de l'eau dans la commune de Dizanguè.

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

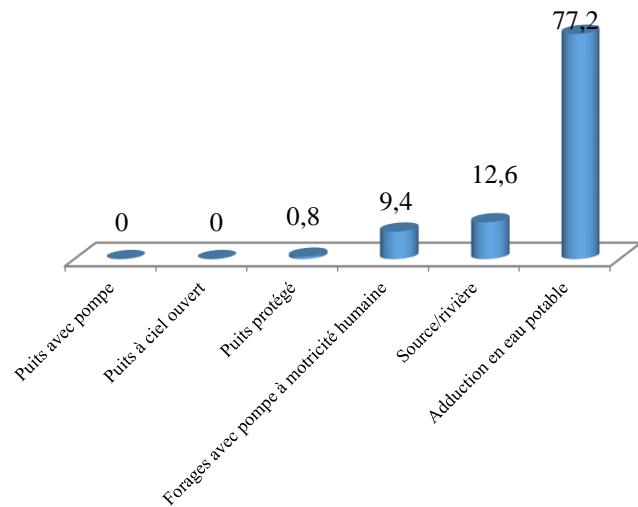
I.2. DISPONIBILITÉ ET UTILISATION DES SERVICES DE L'EAU

Cette section traite de la disponibilité et de l'utilisation des services de l'eau potable dans la commune de Dizanguè.

Tableau 10 : Système d'approvisionnement en eau

Système d'approvisionnement en eau	Fréquences (%)
Puits avec pompe	0,4
Puits à ciel ouvert	0,0
Puits protégé	0,4
Forage avec pompe à motricité humaine	11,0
Source/rivière	29,4
Adduction en eau potable	85,7

Figure 5 : Système d'approvisionnement en eau

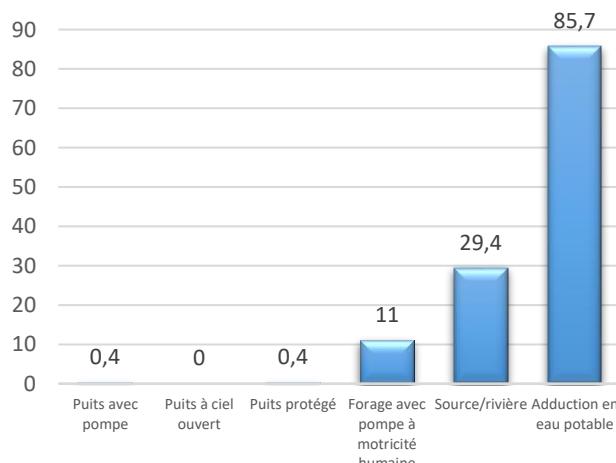


Le tableau ci-dessus présente la répartition des ménages en fonction du système d'approvisionnement en eau. Il en ressort globalement que les ménages s'approvisionnent en eau à travers les sources / rivières et les forages avec pompe à motricité humaine avec respectivement un pourcentage de 29,4% et 11,0%. 85% des ménages ont par ailleurs déclarées avoir comme source d'approvisionnement en eau, une Adduction en Eau Potable.

Tableau 11 : Principales sources d'approvisionnement en eau:

Source d'approvisionnement en eau	Fréquences
Puits avec pompe	0,4
Puits à ciel ouvert	0,0
Puits protégé	0,4
Forage avec pompe à motricité humaine	11,0
Source/rivière	29,4
Adduction en eau potable	85,7

Figure 6 : Principale sources d'approvisionnement en eau



Sur l'ensemble des ménages, 90,6% utilisent une source publique d'approvisionnement en eau.

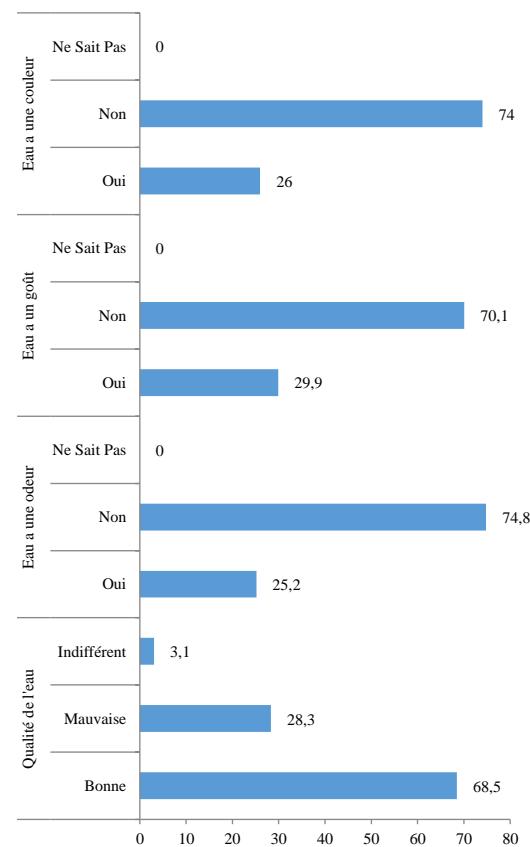
Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Les principales sources d'approvisionnement en eau identifiées sont : Adduction en eau potable (85,7%), Sources / Rivière (29,4%) et Forages avec pompe à motricité humaine (11,0%). Les sources d'approvisionnement en eau les moins utilisées sont : Puis à ciel ouvert (0,0%) et puits avec pompe ou puits à ciel ouvert (0,4%).

Tableau 12 : La qualité de l'eau

Forme et qualité de l'eau	Appréciation	Fréquences
Qualité de l'eau	Bonne	68,5
	Mauvaise	28,3
	Indifférent	3,1
	Total	100
Eau a une odeur	Oui	25,2
	Non	74,8
	Ne Sait Pas	0,0
	Total	100
Eau a un goût	Oui	29,9
	Non	70,1
	Ne Sait Pas	0,0
	Total	100
Eau a une couleur	Oui	26,0
	Non	74,0
	Ne Sait Pas	0,0
	Total	100

Figure 7 : La qualité de l'eau

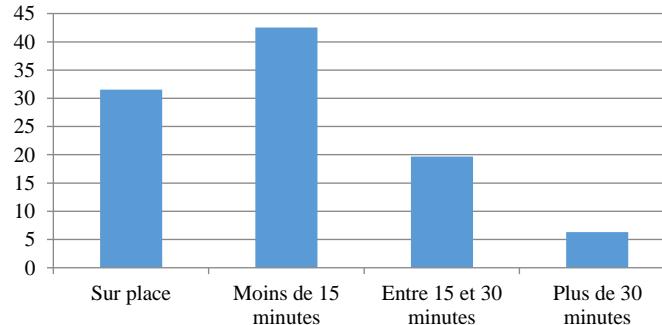


La plupart des ménages estiment que la qualité de l'eau est bonne (soit 68,5%), qu'elle n'a pas d'odeur (soit 74,8%), pas de goût (70,1%) et pas de couleur (74,0%).

Tableau 13 : Temps mis pour accéder à la principale source publique en eau

Éléments	Fréquences
Sur place	31,5
Moins de 15 minutes	42,5
Entre 15 et 30 minutes	19,7
Plus de 30 minutes	6,3
Total	100

Figure 8 : Temps mis pour accéder à la principale source publique en eau



Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

92,9% des ménages affirment avoir accès à leur principale source d'approvisionnement en eau toute la journée. Pour 74,8% cette source est disponible toute l'année.

Le tableau ci-dessus présente la répartition des ménages selon le temps moyen pour aller à pieds puiser l'eau et revenir. Près de la moitié des ménages, soit 42,5% mettent moins de 15 minutes pour accéder à la principale source publique en eau ; peu sont ceux qui y ont accès à plus de 30 minutes (soit 6,3%).

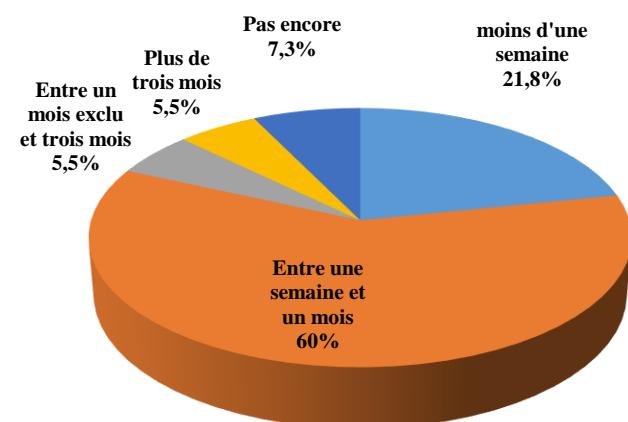
Par ailleurs, la proportion des ménages ayant accès toute la journée à l'eau de la principale source publique est de 89,3%. La proportion des ménages dont la fréquence d'accès à la principale source publique d'eau correspondant à leurs besoins est de 39,3%.

Tableau 14 : Répartition des ménages ayant déclaré une panne, selon la période observée pour la remise en fonction de la source

Temps mis pour réparer la source d'approvisionnement en panne	Fréquences
Moins d'une semaine	21,8
Entre une semaine et un mois	60,0
Entre un mois exclu et trois mois	5,5
Plus de trois mois	5,5
Pas encore	7,3
Total	100

Source: CCAP/SCORECARD, Dizanguè, 2017

Figure 9 : Répartition des ménages ayant déclaré une panne, selon la période observée pour la remise en fonction de la source



Durant les six derniers mois qui ont précédé l'enquête, 43,3% des ménages ont déclaré que leur source d'approvisionnement en eau est tombée en panne. Selon la plupart (60,0%), ladite source d'eau a été remise en service entre une semaine et un mois à compter de la date de constat effectif de la panne. Peu sont ceux qui ont déclaré la remise en service de la source d'eau après trois mois (soit 5,5%).

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Tableau 15 : Institution/Personne résolvant la panne de la principale source publique d'eau

Intervenants	Fréquences
Maire	0,0
État	0,0
Elite	0,0
Comité de gestion du point d'eau	7,3
Chef de village/quartier	1,8
Autorité administrative	30,9
Autres partenaires	56,4
Ensemble	100

Source: CCAP/SCORECARD, Dizanguè, 2017

Dans la plupart des cas, les ménages ont indiqué que la remise en service de la principale source d'eau endommagée est réalisée par d'autres partenaires (56,4%), les autorités administratives (30,9%), le comité de gestion (7,3%) et le Chef de village/quartier (1,8%).

Tableau 16 : Institution/Personne résolvant la panne de la principale source publique d'eau

Institutions saisies par les ménages	Effectifs
Mairie	25,7
État	11,4
Elite	5,7
Comité de gestion du point d'eau	17,1
Chef de village/quartier	8,6
Autorité administrative	0,0
CAMWATER/SNEC	8,6
Autre partenaire	48,6

Figure 10 : Institution/Personne résolvant la panne de la principale source publique d'eau

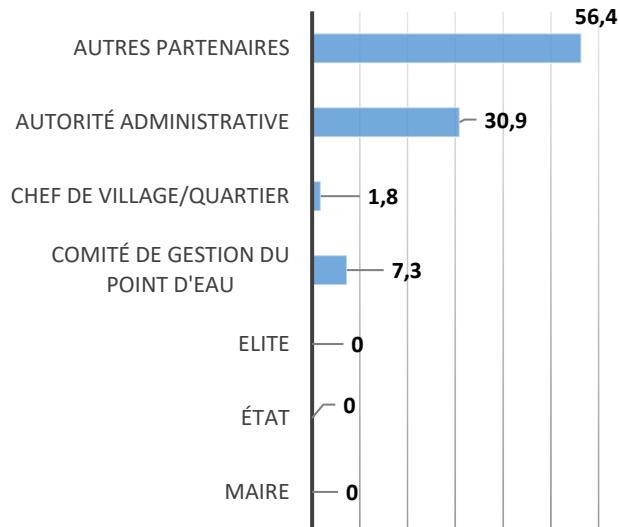
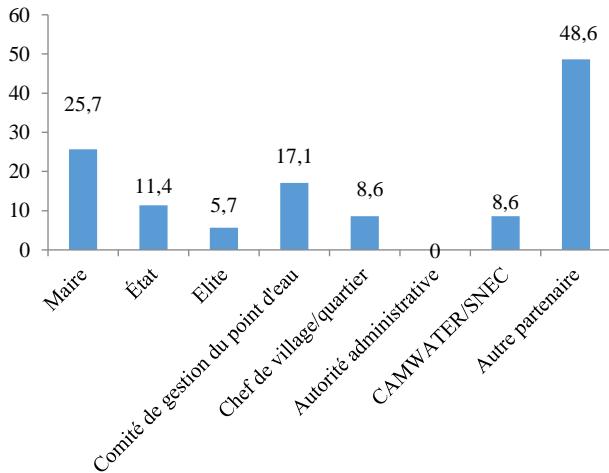


Figure 11 : Institution/Personne résolvant la panne de la principale source publique d'eau



12,9% des ménages ont exprimé un besoin en matière de réparation d'un système d'approvisionnement en eau potable endommagé au cours des 6 derniers mois. 48,6% ont adressé leur demande à un autre partenaire notamment aux agro-industries installées dans la

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

localité et 25,7% au Maire. Par ailleurs, 17,1% des COGES ont été saisis pour la réparation desdits ouvrages.

Le pourcentage de ménages ayant exprimé un besoin en matière d'approvisionnement en eau potable au cours des 6 derniers mois est de 36,1% (dont 19,2% de ménages ont trouvé leur besoin satisfait). L'institution qui a enregistré le plus d'expression de besoin est autre partenaire (48,6%). Les autorités administratives n'ont reçu aucune expression de besoin de la part des ménages.

I.3. COÛT ET QUALITÉ DES SERVICES DE L'EAU POTABLE

Cette section traite du coût et de la qualité de l'eau potable dans la commune de Dizanguè.

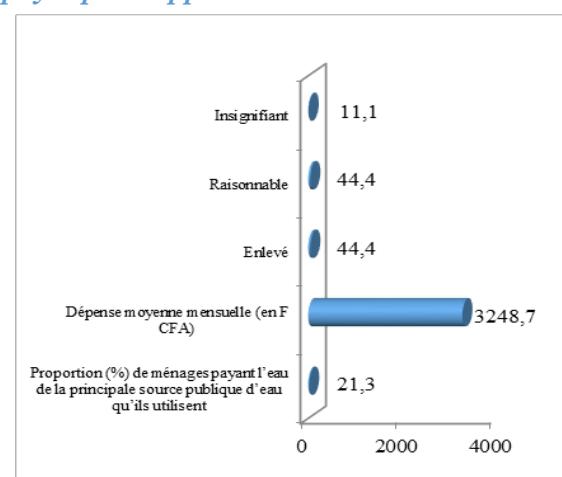
Tableau 17: Appréciation des montants payés pour approvisionnement en eau

Répartition (%) des ménages, payant l'eau, par appréciation du montant payé	
Proportion (%) de ménages payant l'eau de la principale source publique d'eau qu'ils utilisent	21,3
Dépense moyenne mensuelle (en F CFA)	3248,7
Elevé	44,4
Raisonnables	44,4
Insignifiant	11,1
Total	100

Source: CCAP/SCORECARD, Dizanguè, 2017

La proportion de ménages payant l'eau de la principale source publique est de 21,3%. Ils dépensent en moyenne un montant de 3 248,7 FCFA par mois qui semble élevé pour 44,4% de ces derniers.

Figure 12: Appréciation des montants payés pour approvisionnement en eau



I.4. APPRÉCIATION DES SERVICES DE L'EAU POTABLE

Tableau 18 : Niveau de satisfaction du besoin exprimé en eau potable

Répartition (%) de ménages satisfaits du besoin exprimé en eau potable par temps mis, pour atteindre la satisfaction SCORECARD, Dizangué, 2017 ⁴			
Délai d'attente pour satisfaire le besoin exprimé			Total
Moins d'un mois	Entre un et trois mois	Plus de trois mois	
*	*	*	*

Source: CCAP/SCORECARD, Dizanguè, 2017

⁴ Les données avec étoiles dans les tableaux sont celles dont les coefficients de pondération sont inférieurs à la normale et donc, impossible d'apprécier.

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Pour ce tableau, le coefficient de pondération est inférieur à la normale et par conséquent, il nous a été impossible d'apprécier les résultats.

I.5. RAISONS DE NON SATISFACTION DES POPULATIONS

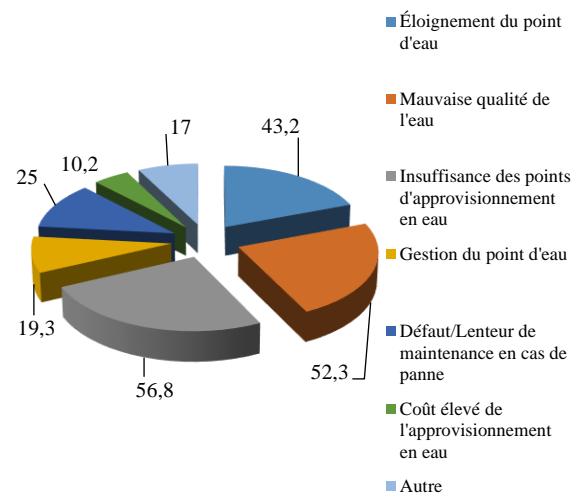
Cette rubrique met en évidence les raisons de non satisfaction des populations en approvisionnement en eau dans la commune de Dizanguè.

Tableau 19 : Non satisfaction de l'approvisionnement en eau potable

Raisons de non satisfaction de l'approvisionnement en eau potable	Fréquences
Éloignement du point d'eau	43,2
Mauvaise qualité de l'eau	52,3
Insuffisance des points d'approvisionnement en eau	56,8
Gestion du point d'eau	19,3
Défaut/Lenteur de maintenance en cas de panne	25,0
Coût élevé de l'approvisionnement en eau	10,2
Autre	17,0

Source: CCAP/SCORECARD, Dizanguè, 2017

Figure 13 : Raisons de non satisfaction exprimées



Le tableau ci-dessus présente les raisons évoquées par les ménages ayant manifesté une insatisfaction par rapport au service d'approvisionnement en eau potable. En général, 55,9% de ménages ne sont pas satisfaits du service d'approvisionnement en eau potable. Sur cette proportion, la plupart des ménages évoquent des raisons telles que : l'insuffisance des points d'approvisionnement en eau (56,8%), la mauvaise qualité de l'eau (52,3%), l'éloignement du point d'eau (43,2%). Peu sont ceux qui dénoncent une mauvaise gestion des points d'eau (19,3%) ou encore que le coût d'approvisionnement en eau est élevé (10,2%).

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

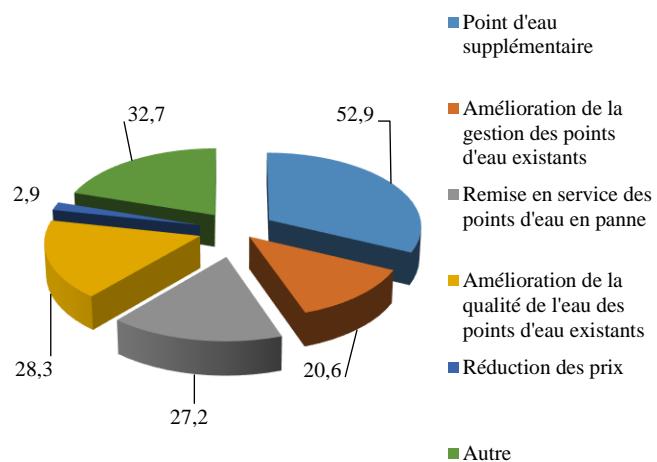
I.6. PRINCIPALES ATTENTES EN MATIÈRE DE SERVICE DE L'EAU POTABLE

Au regard des constats précédents, cette rubrique vient mettre en évidence les principales attentes des ménages de la commune, en matière de service de l'eau potable.

Tableau 20 : Attentes en approvisionnement en eau

Attentes	Fréquences
Point d'eau supplémentaire	52,9
Amélioration de la gestion des points d'eau existants	20,6
Remise en service des points d'eau en panne	27,2
Amélioration de la qualité de l'eau des points d'eau existants	28,3
Réduction des prix	2,9
Autre	32,7

Figure 14 : Attentes en approvisionnement en eau



Source: CCAP/SCORECARD, Dizanguè, 2017

Le tableau ci-dessus présente les attentes des ménages de la commune en matière d'approvisionnement en eau. De ce tableau, il ressort qu'un nombre important de ménages voudraient qu'il y ait des points d'eaux supplémentaires (52,9%). À la suite de ceux-ci, certains estiment qu'il faudrait améliorer la qualité de l'eau des points d'eau existants (28,3%), remettre en service les points d'eau en panne (27,2%), améliorer le système de gestion des points d'eau existants (20,6%). Peu sont ceux qui estiment qu'il faudra réduire les prix de vente d'eau (2,9%).

II. SECTEUR DE LA SANTÉ

À l'instar de la section précédente relative au secteur de l'eau potable, cette section traite de l'offre et de la demande des services de santé. Les premiers paragraphes posent le diagnostic de l'existant en terme d'infrastructures et de ressources humaines disponible et à la portée des ménages ; les paragraphes suivants se focalisent sur l'utilisation effective des services de santé, et par conséquent de la perception des ménages envers ceux-ci.

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

II.1. DISPONIBILITÉ ET UTILISATION DES SERVICES DE SANTÉ

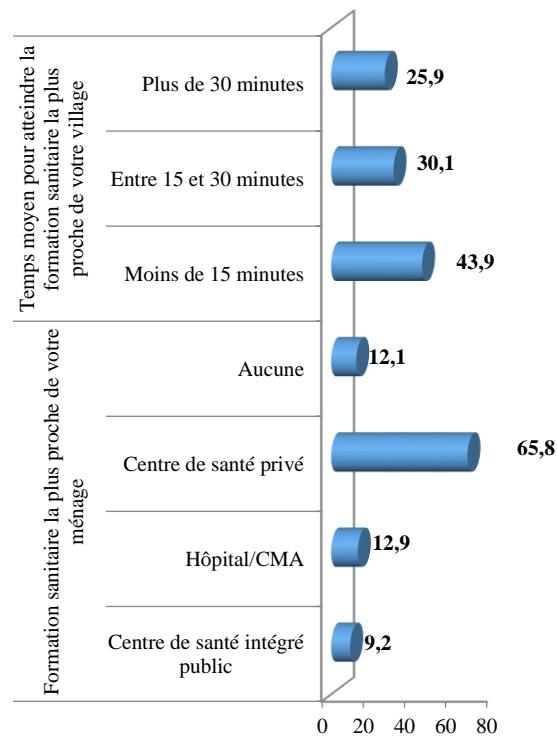
Dans cette rubrique, nous analyserons la disponibilité et l'utilisation des services de la santé dans la commune de Dizanguè.

Tableau 21 : Formation sanitaire la plus proche du ménage

Rubriques	Formation sanitaire	Fréquences
Formation sanitaire la plus proche de votre ménage	Centre de santé intégré public	9,2
	Hôpital/CMA	12,9
	Centre de santé privé	65,8
	Aucune	12,1
	Total	100
Temps moyen pour atteindre la formation sanitaire la plus proche de votre village	Moins de 15 minutes	43,9
	Entre 15 et 30 minutes	30,1
	Plus de 30 minutes	25,9
	Total	100

Source: CCAP/SCORECARD, Dizanguè, 2017

Figure 15 : Formation sanitaire la plus proche du ménage



Le tableau ci-dessus représente la répartition des ménages par type de formation sanitaire et par temps moyen mis pour joindre la plus proche.

Les centres de santé privés constituent les formations sanitaires les plus proches des ménages (65,8%). Les ménages qui estiment que les centres de santé intégrés publics sont proches de leurs domiciles sont moins importants (9,2%).

Par ailleurs, la plupart de ménages (43,9%) estiment faire moins de 15 minutes pour se rendre dans la formation sanitaire la plus proche. Peu sont ceux qui font plus de 30 minutes (25,9%).

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Tableau 22 : Formations sanitaires utilisées par au moins un membre de ménage

Formation sanitaire	Fréquences
Centre de santé intégré public	7,9
Hôpital /CMA	18,0
Centre de santé privé	71,1
Tradi-praticien	0,0
Automédication	1,7
Chez un personnel de santé	0,0
Se soigne moi-même	1,3
Autre	0,0
Total	100

Source: CCAP/SCORECARD, Dizanguè, 2017

En cas de situation de maladie, les ménages se dirigent généralement vers les centres de santé privés ou les Hôpitaux/CMA (89,1%). Quelques-uns se soignent dans un centre de santé intégré public (7,9%), à l'automédication (1,7%) ou eux-mêmes (1,3%).

Figure 16 : Formations sanitaires utilisées par au moins un membre de ménage

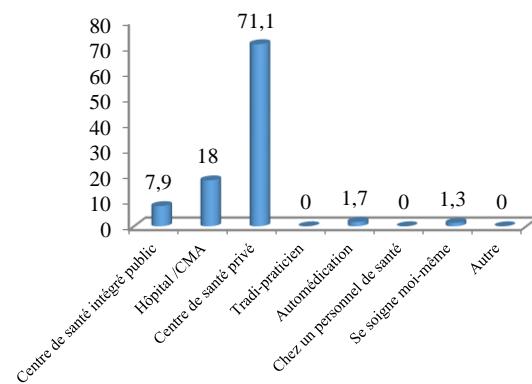


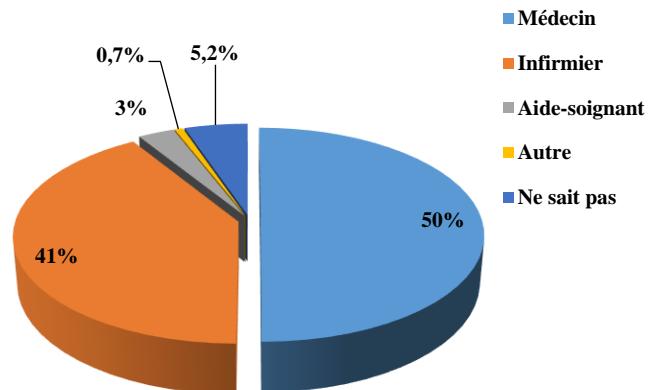
Tableau 23 : Identification des responsables de formations sanitaires

Responsable formation sanitaire	Effectifs
Médecin	50,0
Infirmier	41,0
Aide-soignant	3,0
Autre	0,7
Ne sait pas	5,2
Total	100

Source: CCAP/SCORECARD, Dizanguè, 2017

57,8% des ménages affirment s'être rendu dans la formation sanitaire la plus proche. Ces formations sont généralement gérées par un médecin (50,0%) ou par un infirmier (41,0%). Les formations sont rarement gérées par un aide-soignant (3,0%).

Figure 17 : Identification des responsables de formations sanitaires



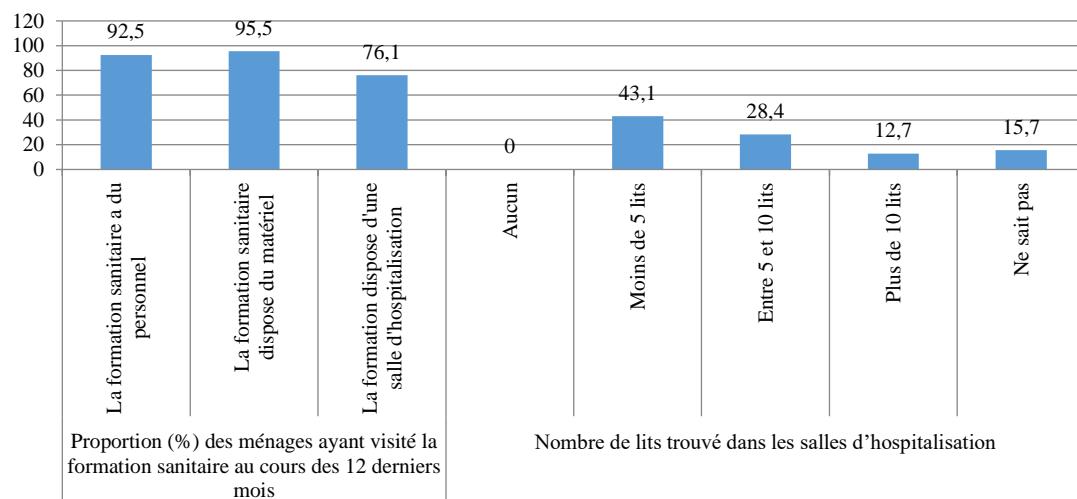
Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

II.2. COÛT ET QUALITÉ DES SERVICES SANITAIRES

Tableau 24 : Caractéristiques des formations sanitaires visitées

Rubriques	Éléments	Fréquences
Proportion (%) des ménages ayant visité la formation sanitaire au cours des 12 derniers mois	La formation sanitaire a du personnel	92,5
	La formation sanitaire dispose du matériel	95,5
	La formation dispose d'une salle d'hospitalisation	76,1
Nombre de lits trouvé dans les salles d'hospitalisation	Aucun	0,0
	Moins de 5 lits	43,1
	Entre 5 et 10 lits	28,4
	Plus de 10 lits	12,7
	Ne sait pas	15,7
	Total	100

Figure 18 : Caractéristiques des formations sanitaires visitées



Source: CCAP/SCORECARD, Dizanguè, 2017

92,5% des ménages pour lesquels un membre a visité une formation sanitaire ont déclarer cette dernière comme disposant d'un personnel. 95,5% ont déclaré qu'elle disposait de matériel et 76,1% d'une salle d'hospitalisation.

La plupart de ménages estiment que les salles d'hospitalisation disposent d'au moins cinq lits (43,1%).

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

II.3. APPRÉCIATION DES SERVICES DE SANTÉ

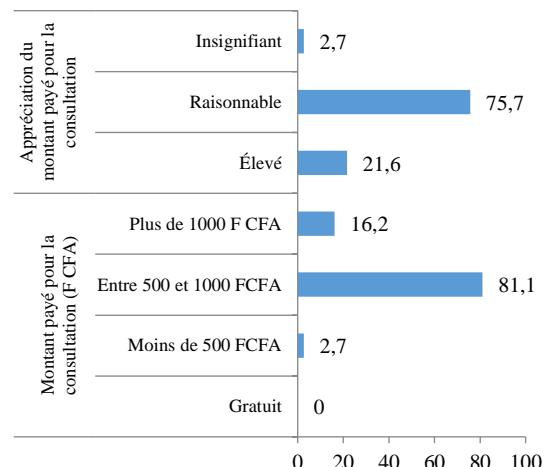
Les ménages ont été questionnés sur l'appréciation du coût de consultation, encore appelé frais de session, dans les formations sanitaires auxquelles ils ont eu recours durant les six derniers mois, à l'exclusion des autres coûts de soins.

Tableau 25 : Appréciation du montant payé à la formation sanitaire

Rubriques	Nature paiement	Fréquences
Montant payé pour la consultation (F CFA)	Gratuit	0,0
	Moins de 500 FCFA	2,7
	Entre 500 et 1000 FCFA	81,1
	Plus de 1000 F CFA	16,2
	Total	100
Appréciation du montant payé pour la consultation	Élevé	21,6
	Raisonnables	75,7
	Insignifiant	2,7
	Total	100

Source: CCAP/SCORECARD, Dizanguè, 2017

Figure 19 : Appréciation du montant payé à la formation sanitaire

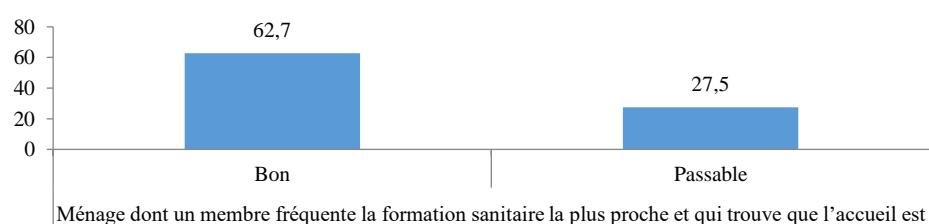


La proportion de ménages ayant payé une consultation dans la formation sanitaire la plus proche est de 91,9%. Pour la plupart des ménages le coût de consultation varie entre 500 FCFA et 1000 FCFA (81,1%). Bien que certains ménages trouvent ce montant élevé, plus de la moitié estiment qu'il est raisonnable (75,7%).

Tableau 26: Appréciation de l'accueil au sein des centres de santé

Rubriques	Éléments	Fréquences
Ménage dont un membre a payé autre chose en plus des frais de session lors d'une consultation dans la formation sanitaire la plus proche	Initiative personnelle	*
	Demande du personnel	*
	Total	*
Ménage dont un membre fréquente la formation sanitaire la plus proche et qui trouve que l'accueil est	Bon	62,7
	Passable	27,5

Figure 20: Accueil au sein des centres de santé



Source: CCAP/SCORECARD, Dizanguè, 2017

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Dans l'ensemble, les ménages trouvent que l'accueil est bon dans les établissements sanitaires visités (62,7%). Cependant, le personnel du centre de santé demande le plus souvent aux malades de payer autres frais que celui de la consultation.

II.4. RAISONS DE NON SATISFACTION DES POPULATIONS

Tableau 27 : Résolution des problèmes de santé du village : Raisons d'insatisfaction

Raisons	Fréquences
Éloignement des formations sanitaires	28,0
Mauvaise qualité des services offerts	23,9
Insuffisance des formations sanitaires	37,3
Manquements liés au personnel de la formation sanitaire	25,4
Mauvaise gestion de la formation sanitaire	31,3
Insuffisance de médicaments	17,9
Mauvaise qualité/Insuffisance des équipements	47,8
Coût élevé de l'accès aux soins de santé	26,9
Autre	7,5

Source: CCAP/SCORECARD, Dizanguè, 2017

Plus de la moitié de ménages (55%) estime que la plupart de leurs problèmes de santé sont résolus. Cependant, la proportion de ménages ayant exprimé une insatisfaction pour les services de santé est de 45,7%. Les principales raisons de cette insatisfaction sont : mauvaise qualité/insuffisance des équipements (47,8%), insuffisance des formations sanitaires (37,3%), mauvaise gestion de la formation sanitaire (31,3%), éloignement des formations sanitaires (28,0%) et cout élevé de l'accès aux soins de santé (26,9%).

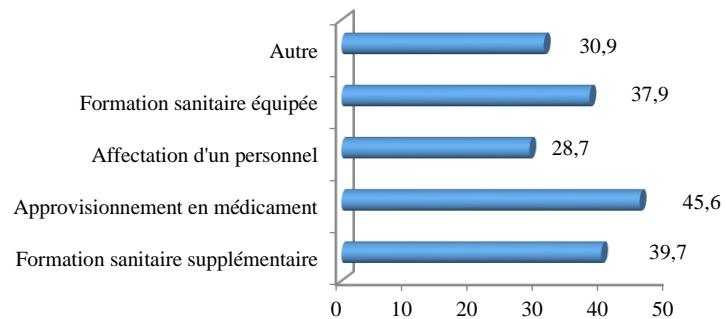
II.5. PRINCIPALES ATTENTES EN MATIÈRE DE SERVICE DESANTÉ

Tableau 28 : Attentes en service de santé

Attentes	Fréquences
Formation sanitaire supplémentaire	39,7
Approvisionnement en médicament	45,6
Affectation d'un personnel	28,7
Formation sanitaire équipée	37,9
Autre	30,9

Source: CCAP/SCORECARD, Dizanguè, 2017

Figure 22 : Attentes en service de santé



Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Comme attentes dans le cadre des services de la santé, la plupart des ménages souhaiteraient d'une part, qu'il y ait un approvisionnement en médicaments des formations sanitaires (45,6%), la construction de formations sanitaires supplémentaires dans leurs localités (39,7%) et d'autre part que les formations sanitaires existantes soient équipées (37,9%) et enfin, qu'un personnel supplémentaire y soit affecté (28,7%).

III. SECTEUR DE L'ÉDUCATION

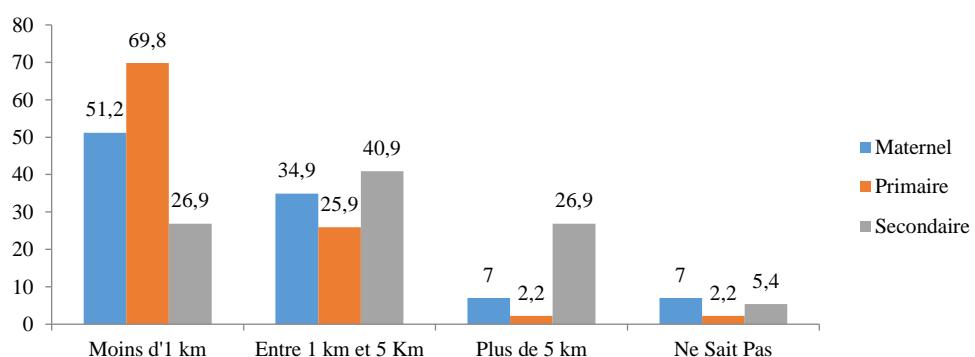
Dans cette partie, nous présenterons les opinions des ménages par rapport aux services publics offerts dans le domaine de l'éducation.

III.1. DISPONIBILITÉ ET UTILISATION DES SERVICES DE L'ÉDUCATION PAR CYCLE

Tableau 29 : Répartition des distances parcourues par des enfants issus des ménages par cycle

Cycles	Distance à parcourir par les enfants du ménage pour aller à l'établissement scolaire					Temps moyen mis par les enfants pour se rendre à l'établissement par pieds
	Moins d'1 km	Entre 1 km et 5 Km	Plus de 5 km	Ne Sait Pas	Total	
Maternel	51,2	34,9	7	7	100	24,1
Primaire	69,8	25,9	2,2	2,2	100	20,7
Secondaire	26,9	40,9	26,9	5,4	100	53,7
Formation professionnelle ⁵	*	*	*	*	*	*

Figure 23 : Distance parcourue par les enfants



Source: CCAP/SCORECARD, Dizanguè, 2017

La proportion de ménages dont un membre déclare que le village / quartier dispose d'un cycle d'enseignement est de (81,4%) pour le cycle maternel, (90,6%) pour le cycle primaire et (48,4%)

⁵ Les données avec étoiles dans les tableaux sont celles dont les coefficients de pondération sont inférieurs à la normale et donc, impossible d'apprécier.

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

pour le cycle secondaire.

D'une manière générale, le nombre moyen d'enfants du ménage par cycle est répartie comme suis : 1,4 pour le cycle maternel, 2,1 pour le cycle primaire et 1,8 pour le cycle secondaire.

Pour ce qui concerne le cycle maternel, un effectif important d'enfants parcourent moins de 01 km pour se rendre à l'école (51,2%) et une faible proportion parcourt plus de 05 km (7,0%).

Pour le cycle primaire, la plupart des enfants parcourent une distance de moins de 01 km (69,8%) et pour le cycle secondaire la plupart des enfants parcourent de 01 à 05 km (40,9%). Il est également important de noter ici que près de 26,9% des enfants du secondaire parcourent une distance de plus de 05 km pour se rendre à l'école d'où la nécessité d'avoir un établissement secondaire à proximité pour ces derniers.

Par ailleurs pour les cycles maternel et primaire, la fréquence des enfants qui parcourent plus de 05 Km pour se rendre à l'école est relativement faible (respectivement 7,0% et 2,2%).

Le temps moyen mis par les enfants pour se rendre à l'établissement à pieds est respectivement de 24,1 minutes pour le cycle maternel, 20,7 minutes pour le cycle primaire et 53,7 minutes pour le secondaire.

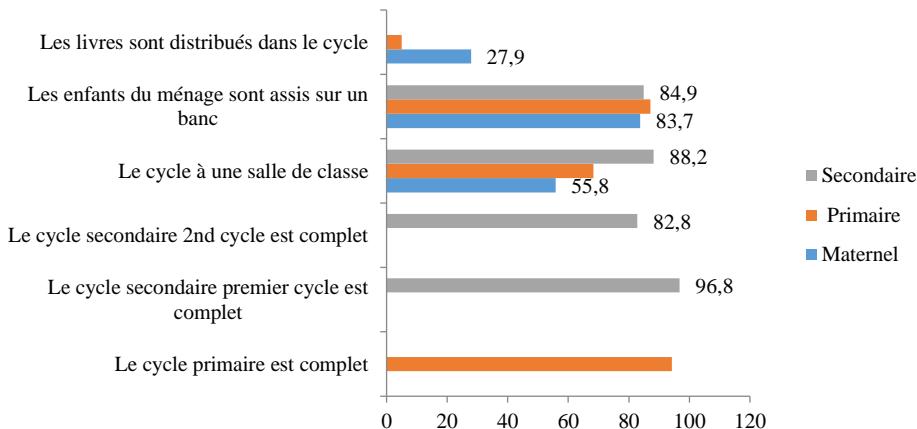
Tableau 30 : Caractéristiques de l'établissement

Cycles	Pourcentage de ménages dont un membre déclare que :					
	Le cycle primaire est complet	Le cycle secondaire premier cycle est complet	Le cycle secondaire 2nd cycle est complet	Le cycle à une salle de classe	Les enfants du ménage sont assis sur un banc	Les livres sont distribués dans le cycle
Maternel	0	0	0	55,8	83,7	27,9
Primaire	94,2	0	0	68,3	87,1	5
Secondaire	0	96,8	82,8	88,2	84,9	0
Formation professionnelle ⁶	*	*	*	*	*	*

⁶ Les données avec étoiles dans les tableaux sont celles dont les coefficients de pondération sont inférieurs à la normale et donc, impossible d'apprécier.

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Figure 24 : Caractéristiques de l'établissement



Source: CCAP/SCORECARD, Dizanguè, 2017

À travers le tableau ci-dessus, nous observons qu'en dehors du cycle maternel, la plupart des ménages estiment que chaque cycle d'enseignement est complet. Nous observons également que tous les cycles d'enseignement (y compris le cycle maternel) comptent une salle de classe par niveau et les élèves sont assis sur des bancs. Par ailleurs, les livres sont distribués dans tous les cycles sauf au secondaire.

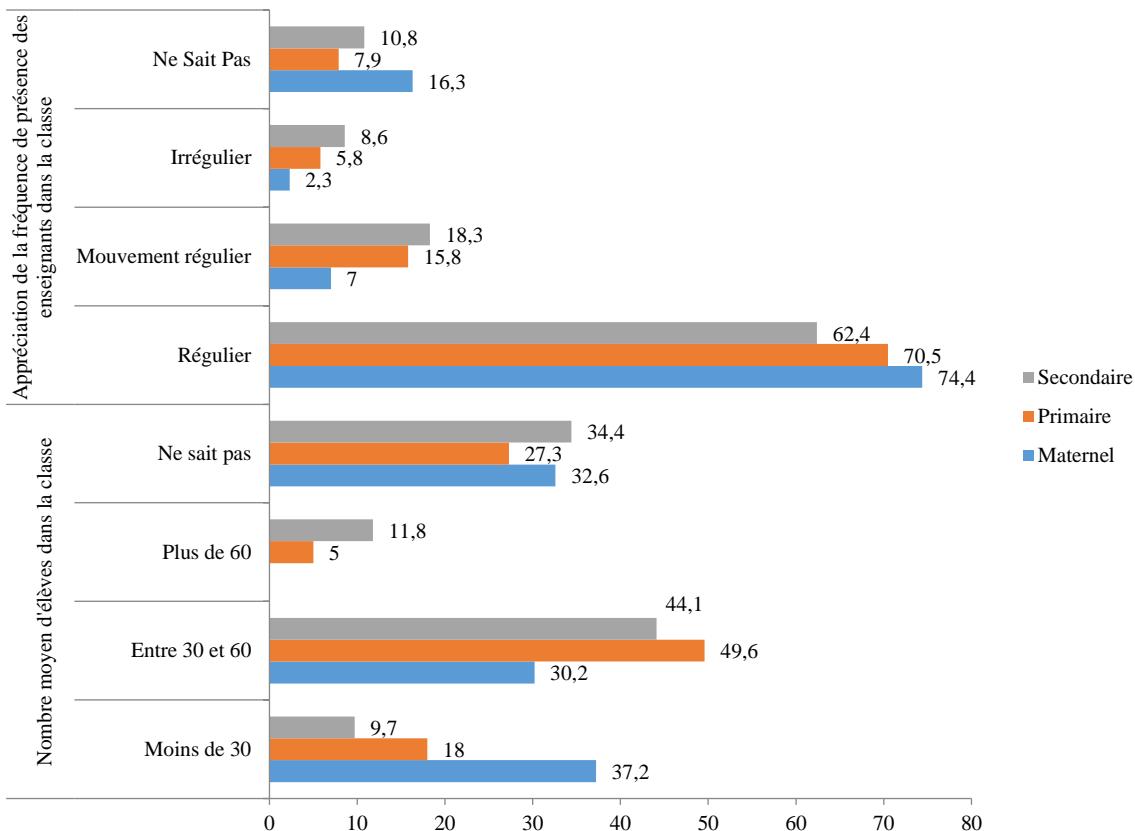
Tableau 31 : Nombre d'élèves et appréciation de la présence des enseignants

Rubriques	Niveau	Maternel	Primaire	Secondaire
Nombre moyen d'élèves dans la classe	Moins de 30	37,2	18	9,7
	Entre 30 et 60	30,2	49,6	44,1
	Plus de 60	0	5	11,8
	Ne sait pas	32,6	27,3	34,4
Appréciation de la fréquence de présence des enseignants dans la classe	Régulier	74,4	70,5	62,4
	Mouvement régulier	7	15,8	18,3
	Irrégulier	2,3	5,8	8,6
	Ne Sait Pas	16,3	7,9	10,8
	Total	100	100	100

Source: CCAP/SCORECARD, Dizanguè, 2017

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Figure 25 : Nombre d'élèves et appréciation de la présence des enseignants



Source: CCAP/SCORECARD, Dizanguè, 2017

Les enseignants sont généralement réguliers dans les différents cycles de formation (respectivement 74,4% pour le cycle maternel, 70,5% pour le primaire et 62,4% pour le secondaire).

Pour le cycle maternel, la plupart des ménages dont les enfants sont inscrits (37,2%) estiment que les salles de classes ont moins de 30 élèves. Concernant les cycles primaire et secondaire, la plupart des ménages dont les enfants sont inscrits (respectivement 49,6% et 44,1%) affirment que les salles de classe ont un effectif d'apprenants compris entre 30 et 60.

Pour l'ensemble des cycles maternel, primaire et secondaire, l'effectif des ménages qui affirment ne pas savoir l'effectif des élèves dans les salles de classes est important (respectivement 32,6%, 27,3% et 34,4%).

D'une manière générale, dans l'ensemble des cycles, une faible quantité de salles de classe comptent plus de 60 élèves.

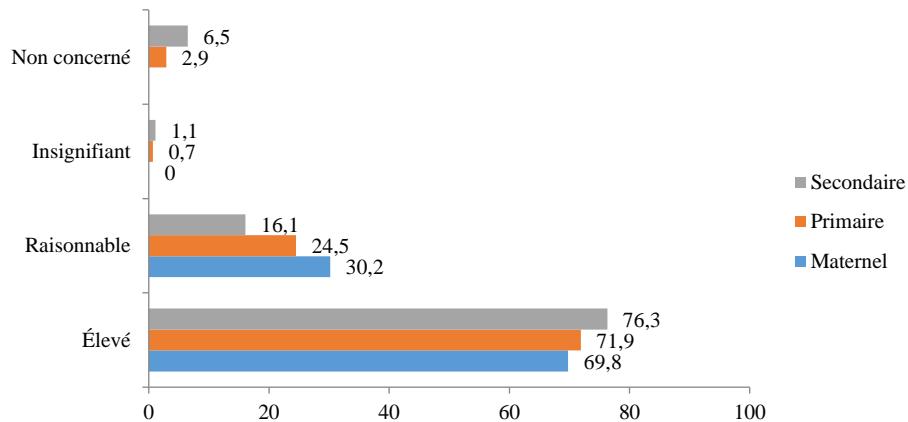
Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

III.2. COUT ET QUALITÉ DES SERVICES DE L'ÉDUCATION PAR CYCLE

Tableau 32 : Appréciation du montant payé

Rubriques	Appréciation	Maternel	Primaire	Secondaire	Formation professionnelle
Ménages payant les frais exigibles par appréciation du montant payé	Élevé	69,8	71,9	76,3	*
	Raisonnables	30,2	24,5	16,1	*
	Insignifiant	0	0,7	1,1	*
	Non concerné	0	2,9	6,5	*
	Total	100	100	100	*
Ménages ayant payé autre chose en plus des frais exigibles d'éducation	Oui	*	*	*	*
	Non	*	*	*	*
	Non concerné	*	*	*	*
	Total	*	*	*	*

Figure 26 : Appréciation du montant payé



Source: CCAP/SCORECARD, Dizanguè, 2017

La proportion de ménages ayant payé les frais exigibles pour l'éducation est de 97,3% pour le cycle maternel, 99,2% pour le cycle primaire et 97,8% pour le cycle secondaire.

Les dépenses totales des ménages sont de 1933 846,6 FCFA pour le cycle maternel, 1 290 367,2 FCFA pour le cycle primaire et 3 828 905,6 FCFA pour le cycle secondaire. Ainsi, les dépenses moyennes par cycle⁷ seront respectivement 6210,97 FCFA pour le cycle maternel, 4064,92 FCFA pour le cycle primaire et 12234,49 FCFA pour le cycle secondaire.

La plupart des ménages enquêtés (respectivement 69,8% pour le cycle maternel, 71,9% pour le cycle primaire et 76,3% pour le cycle secondaire) déclarent que les frais exigibles demandés pour l'éducation sont élevés dans l'ensemble des cycles.

⁷On l'obtient par la formule : Dépense Totale / (Effectifs total de la population X Proportion exprimée)

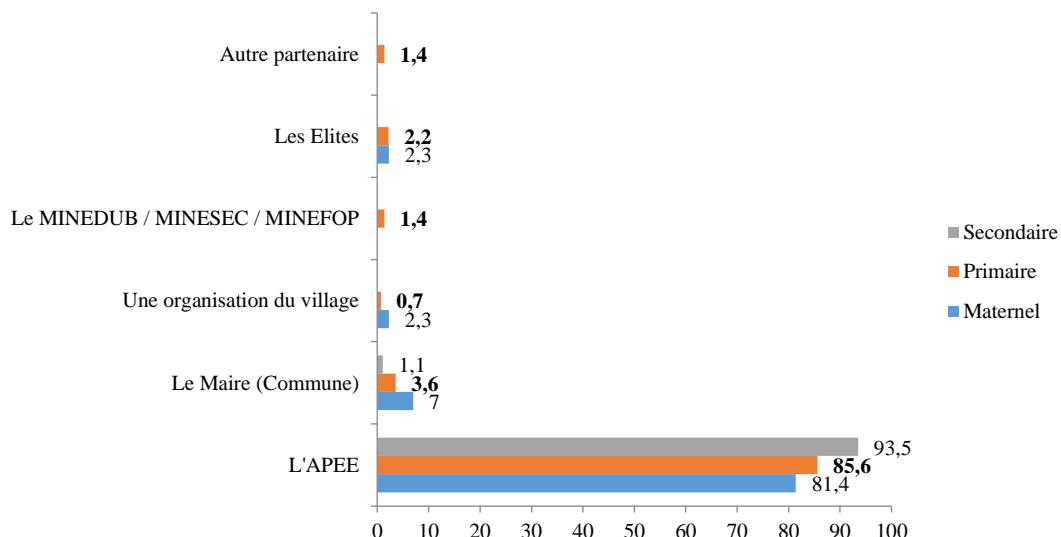
Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

III.3. APPRÉCIATION DES SERVICES DE L'ÉDUCATION PAR CYCLE

Tableau 33 : *État des salles de classe et structures ayant réfectionnée la salle*

Cycles	L'APEE	Le Maire (Commune)	Une organisation du village	Le MINEDUB / MINESEC / MINEFOP	Les Élites	Autre partenaire
Maternel	81,4	7	2,3	0	2,3	0
Primaire	85,6	3,6	0,7	1,4	2,2	1,4
Secondaire	93,5	1,1	0	0	0	0
Formation professionnelle	*	*	*	*	*	*

Figure 27 : *État des salles de classe et structures ayant réfectionnée la salle*



Source: CCAP/SCORECARD, Dizanguè, 2017

Pour les trois cycles, les ménages affirment que les salles de classes endommagées ont été réfectionnées par l'APEE (81,4% pour le cycle maternel, 85,6% pour le primaire et 93,5% pour le secondaire) et puis, par la mairie aussi (7,0% pour le cycle maternel, 3,6% pour le primaire et 1,1% pour le secondaire).

III.4. RAISONS DE NON SATISFACTION DES POPULATIONS PAR CYCLE

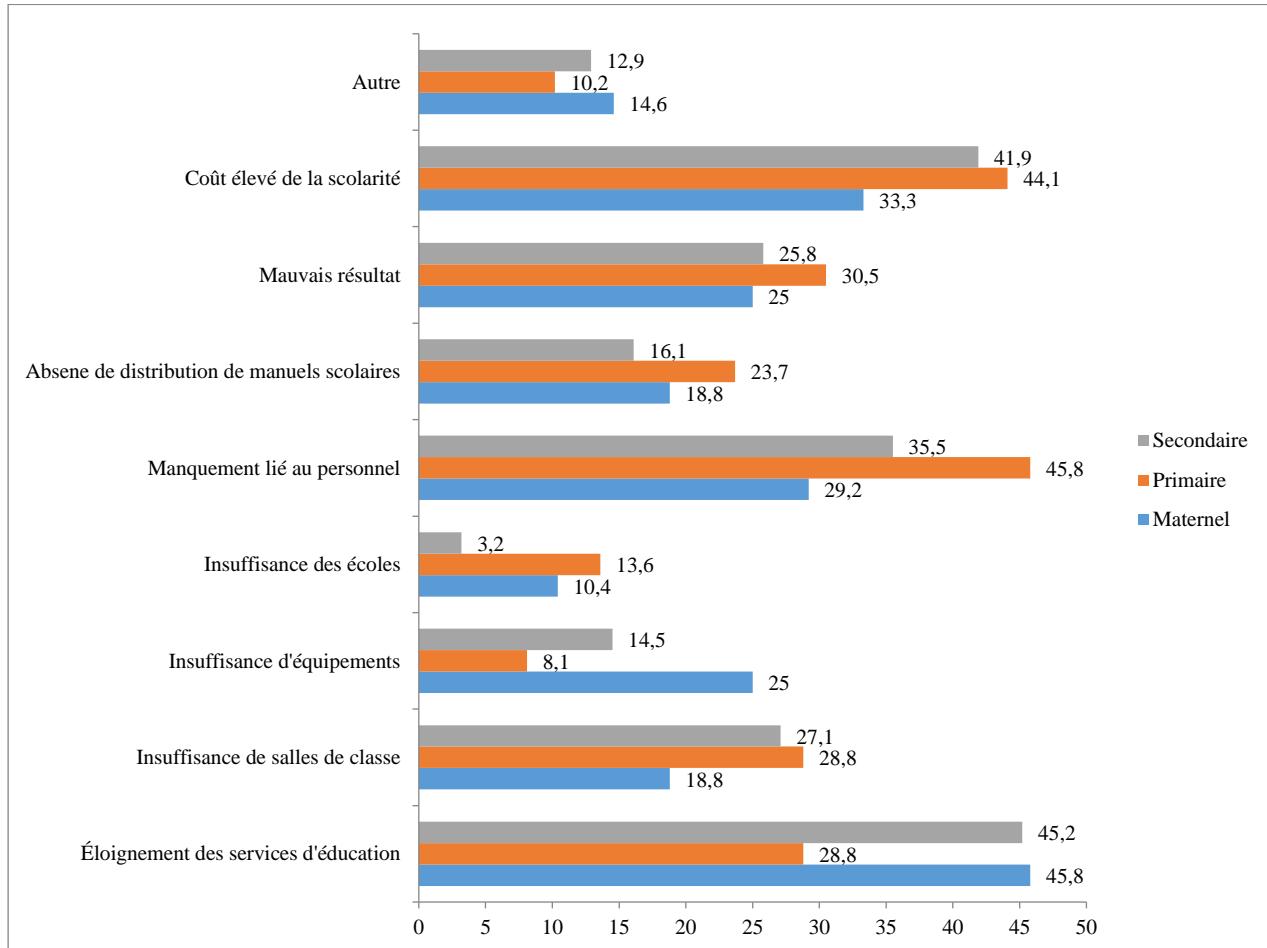
Tableau 34 : *Satisfaction des services de l'éducation*

Raisons	Maternel	Primaire	Secondaire	Formation professionnelle
Éloignement des services d'éducation	45,8	28,8	45,2	*
Insuffisance de salles de classe	18,8	28,8	27,1	*
Insuffisance d'équipements	25,0	8,1	14,5	*
Insuffisance des écoles	10,4	13,6	3,2	*
Manquement lié au personnel	29,2	45,8	35,5	*
Absence de distribution de manuels scolaires	18,8	23,7	16,1	*

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Raisons	Maternel	Primaire	Secondaire	Formation professionnelle
Mauvais résultat	25	30,5	25,8	*
Coût élevé de la scolarité	33,3	44,1	41,9	*
Autre	14,6	10,2	12,9	*

Figure 28 : Satisfaction des services de l'éducation



Source: CCAP/SCORECARD, Dizanguè, 2017

Le tableau ci-dessus présente les raisons d'insatisfaction des ménages en rapport avec les services de l'éducation.

Pour le cycle maternel : les raisons majeures d'insatisfaction des ménages sont l'éloignement des services d'éducation (45,8%), le coût élevé de la scolarité (33,3%) et des manquements liés au personnel (29,2%).

Pour le cycle primaire : les raisons majeures d'insatisfaction des ménages sont les manquements liés au personnel (45,8%), le coût élevé de la scolarité (44,1%).

Pour le cycle secondaire : les raisons majeures d'insatisfaction des ménages sont

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

l'éloignement des services d'éducation (45,2%), le coût élevé de la scolarité et des manquements liés au personnel (41,9%) et enfin les manquements liés au personnel.

III.5. PRINCIPALES ATTENTES DES POPULATIONS EN MATIÈRE D'ÉDUCATION

Le tableau ci-dessous présente la répartition des ménages en fonction de leurs attentes en matière d'éducation.

Tableau 35 : Attentes pour les services de l'éducation

Attentes	Maternel	Primaire	Secondaire	Formation professionnelle
Avoir une école plus proche	30,1	19,5	31,2	25,7
Ajouter des salles de classe	16,9	25,7	16,5	1,8
Ajouter des équipements	16,2	28,7	19,1	1,8
Ajouter les écoles	7,7	10,7	9,2	1,8
Ajouter le personnel	22,8	30,5	23,5	1,8
Distribuer les manuels scolaires	10,7	19,9	7,7	0,4
Améliorer les résultats	10,7	13,6	11	1,1
Diminuer les coûts	17,3	22,8	20,2	1,8
Autre	14,3	15,4	15,1	6,6
Total	100	100	100	100

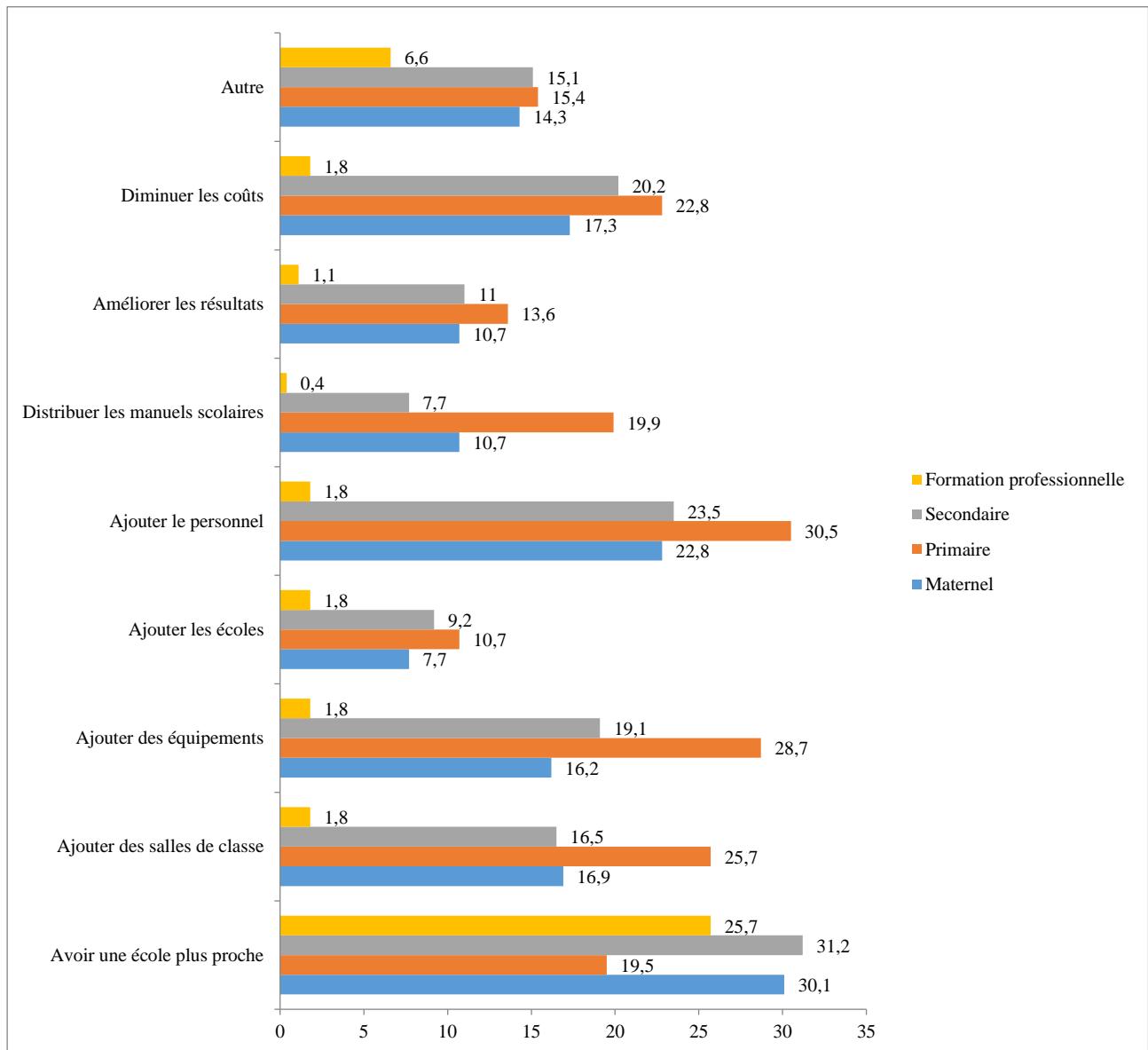
Source: CCAP/SCORECARD, Dizanguè, 2017

Proportion des ménages ayant des attentes : avoir une école plus proche, 30,1% pour la maternelle et 31,2% pour le secondaire. 28,7% des ménages sollicitent les équipements supplémentaires pour l'école primaire et 30,5% des ménages ayant des enfants à l'école primaire demandent que l'on y ajoute le personnel.

De ce tableau, la plupart de ménages ne s'intéresse pas à l'amélioration des résultats obtenus par leurs enfants en classe. Ils souhaiteraient avoir une école plus proche de leur domicile (30,1% pour la maternelle, 19,5% pour le primaire, 31,2% pour le secondaire et 25,7% pour la formation professionnelle).

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Figure 29 : Attentes pour les services de l'éducation



Source: CCAP/SCORECARD, Dizanguè, 2017

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

IV. SERVICES OFFERTS DANS L'INSTITUTION COMMUNALE

Dans cette partie, nous présenterons les opinions des ménages par rapport aux services offerts dans l'institution communale.

IV.1. DISPONIBILITÉ ET UTILISATION DES SERVICES DANS L'INSTITUTION COMMUNALE

Tableau 36 : Obtention d'un service à la commune

	Proportion (%) des ménages ayant demandé le service	Proportion (%) de ménages, parmi ceux ayant demandé le service, estimant que l'accueil pour le service a été bon	Temps mis pour obtenir le service demandé						Total
			Au plus un jour	Entre un jour et une semaine	Entre une semaine et un mois	Entre un mois et trois mois	Plus de trois mois	En cours	
Établissement d'actes de naissance	7,4	*	*	*	*	*	*	*	*
Certification de copie de documents officiels	4,0	*	*	*	*	*	*	*	*
Permis de bâtir	0,4	*	*	*	*	*	*	*	*
Acte de décès	1,1	*	*	*	*	*	*	*	*
Acte de mariage	0,4	*	*	*	*	*	*	*	*
Certificat de domicile	1,1	*	*	*	*	*	*	*	*
Validation des plans de localisation	0,4	*	*	*	*	*	*	*	*
Informations	0,0	*	*	*	*	*	*	*	*
Autre	1,5	*	*	*	*	*	*	*	*

Source: CCAP/SCORECARD, Dizanguè, 2017

Selon les ménages, le service le plus sollicité est l'**établissement des actes de naissances (7,4% %)**. Les services les moins demandés quant à eux sont le permis de bâtir, les actes de décès et la validation des plans de localisation.

Tableau 37 : Lenteur pour l'obtention d'un service à la commune

Rubriques	Proportion (%) de ménages qui trouvent long ou très long le temps mis pour rendre le service	Cause de l'attente						Total	Proportion (%) de ménages ayant payé un pourboire pour obtenir le service
		Personnel indisponible / absent	Absence de matériel de travail	Corruption	Autre	Ne sait pas			
Établissement d'actes de naissance	4,0	*	*	*	*	*	*	*	1,5
Certification de copie de documents officiels	1,8	*	*	*	*	*	*	*	0,4
Permis de bâtir	0,0	*	*	*	*	*	*	*	0,0
Acte de décès	0,7	*	*	*	*	*	*	*	0,0
Acte de mariage	0,0	*	*	*	*	*	*	*	0,4
Certificat de domicile	0,7	*	*	*	*	*	*	*	0,4
Validation des plans de localisation	0,0	*	*	*	*	*	*	*	0,0
Informations	0,0	*	*	*	*	*	*	*	0,0
Autre	0,0	*	*	*	*	*	*	*	0,0

Source: CCAP/SCORECARD, Dizanguè, 2017

Parmi les ménages ayant répondu à cette question, une faible proportion estime que la mairie met assez de temps pour produire les actes de naissance (4,0%). Et pour cela, ils sont parfois contraints à payer des pourboires (1,5%) pour obtenir le service.

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Tableau 38 : Informations sur les actions de la commune / Implication des ménages

Actions	Fréquences
Participer aux assemblées villageoises en vue d'élaborer le PCD	20,6
Avoir reçu une communication sur le budget annuel	4,4
Avoir reçu une communication sur les dépenses et recettes	2,9
Avoir reçu un accompagnement du village/quartier dans les actions de développement	23,2
Que le village/quartier est impliqué dans la planification	15,4
Que le village/quartier est impliqué dans la programmation et la budgétisation	35,7

Source: CCAP/SCORECARD, Dizanguè, 2017

Il ressort de ce tableau qu'en termes d'implication par la commune des ménages aux actions entreprises par cette dernière, ils sont le plus impliqués dans la programmation et la budgétisation (35,7%). 23,2% affirment avoir reçu un accompagnement du village/quartier par la commune dans le cadre de la mise en œuvre d'actions de développement. 2,9% seulement déclarent avoir reçu une communication sur les dépenses et recettes.

IV.2. RAISONS DE NON SATISFACTION DES POPULATIONS

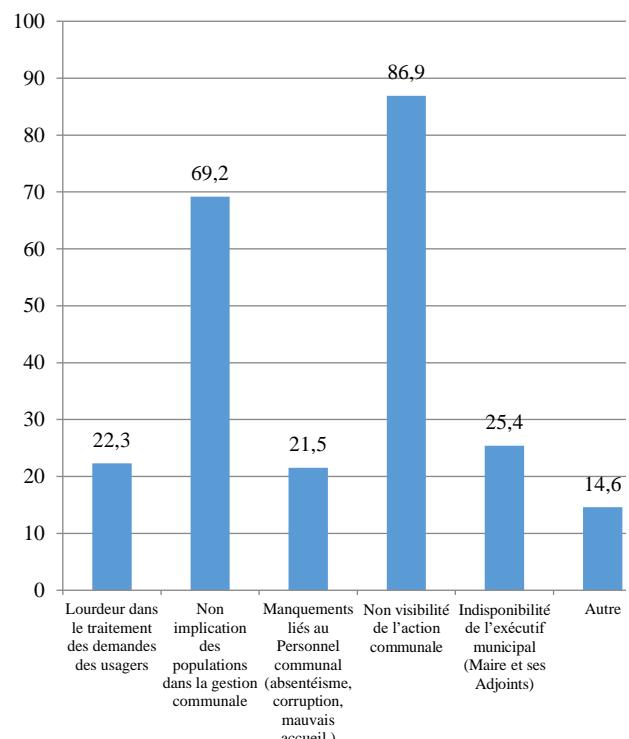
Tableau 39 : Insatisfaction vis à vis des services fournis par la Commune

Raisons	Fréquences
Lourdeur dans le traitement des demandes des usagers	22,3
Non implication des populations dans la gestion communale	69,2
Manquements liés au Personnel communal (absentéisme, corruption, mauvais accueil,)	21,5
Non visibilité de l'action communale	86,9
Indisponibilité de l'exécutif municipal (Maire et ses Adjoints)	25,4
Autre	14,6

Source: CCAP/SCORECARD, Dizanguè, 2017

Le pourcentage de ménages dont un membre déclare ne pas être satisfait du service de la mairie est de 50%. Les principales raisons de l'insatisfaction sont respectivement la non-visibilité de l'action communale (86,9%), la non-implication des populations dans la gestion de la commune (69,2%) et l'indisponibilité de l'exécutif municipal (Maire et ses Adjoints) (25,4%).

Figure 31: Insatisfaction vis à vis des services fournis par la Commune



Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Le pourcentage de ménages dont un membre déclare ne pas être satisfait du service de la mairie est de 50%. Les principales raisons de l'insatisfaction sont respectivement la non-visibilité de l'action communale (86,9%), la non-implication des populations dans la gestion de la commune (69,2%) et l'indisponibilité de l'exécutif municipal (Maire et ses Adjoints) (25,4%).

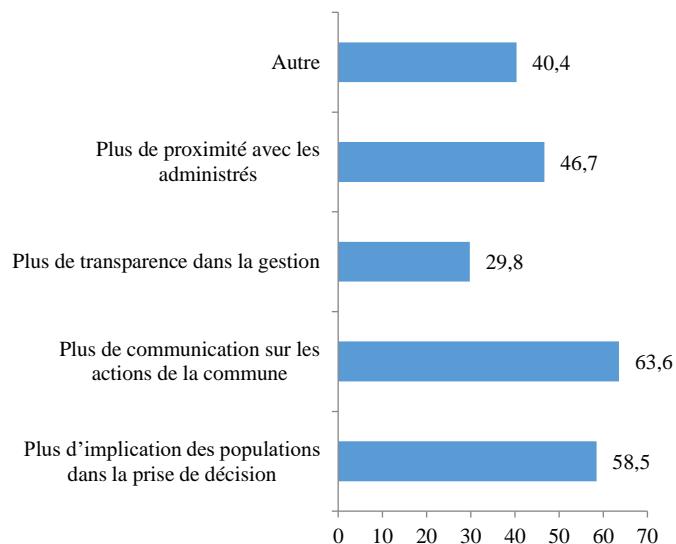
IV.3. PRINCIPALES ATTENTES EN MATIÈRE DE SERVICES DANS L'INSTITUTION COMMUNALE

Tableau 40 : Attentes des ménages

Attentes	Fréquences
Plus d'implication des populations dans la prise de décision	58,5
Plus de communication sur les actions de la commune	63,6
Plus de transparence dans la gestion	29,8
Plus de proximité avec les administrés	46,7
Autre	40,4

Source: CCAP/SCORECARD, Dizanguè, 2017

Figure 32 : Attentes des ménages



Une forte proportion 63,6% de ménages attendent que la mairie améliore son mécanisme de communication sur les actions que mènent cette dernière, 58,5% attendent plus d'implication des populations dans la prise de décision et 46,7% attendent plus de proximité avec les administrés.

CONCLUSION ET PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

En définitive, pour améliorer l'action publique dans commune de Dizanguè, nous proposons les recommandations ci-après :

Au niveau du secteur de l'eau potable, il ressort qu'il faudrait:

- Créer des points d'accès à l'eau potable supplémentaires ;
- Réhabilitation des points d'eau non-fonctionnels ;
- Former les populations sur les mécanismes de potabilisation de l'eau.

Au niveau du secteur santé, il ressort qu'il faudrait :

- Approvisionner les formations sanitaires existantes en médicaments ;
- Améliorer la qualité des soins de santé et augmenter les équipements sanitaires ;
- Créer des formations sanitaires supplémentaires ;
- Amélioration de la gestion des formations sanitaires existantes ;
- Réduire les coûts de consultation.

Au niveau du secteur éducation, il ressort qu'il faudrait :

- Créer des écoles supplémentaires pour les cycles maternelle, secondaire et formation professionnelle ;
- Doter les établissements scolaires du cycle primaire de salles de classe supplémentaires ;
- Doter les établissements scolaires du cycle primaire d'équipements scolaires pour les élèves et personnels enseignants ;
- Affecter un personnel supplémentaire pour les établissements scolaires existants des cycles primaire, secondaire et maternelle ;
- Distribuer des manuels scolaires aux élèves du cycle primaire ;
- Réduire le coût de la formation scolaire pour les élèves des cycles primaire, secondaire et maternelle, afin de la rendre accessible à tous.

Au niveau des services offerts par la commune, il ressort qu'il faudrait :

- Assurer la visibilité des actions de la commune en améliorant la communication ;
- Impliquer davantage la population dans les actions de la commune et la prise de décisions ;
- Améliorer les rapports entre la commune et les administrés à travers plus de proximité.

**CHAPITRE IV: PLAN D'ACTION POUR LA MISE EN PLACE
D'UN CONTROLE CITOYEN DE L'ACTION PUBLIQUE DANS
LA COMMUNE DE DIZANGUÈ**

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Tableau 41: Synthèse des problèmes rencontrés

Secteurs	Problèmes identifiés	Solutions envisagées	Niveau de mise en œuvre	
			Local ⁸	Central
EAU POTABLE	Insuffisance des points d'approvisionnement en eau potable	Construction de points d'eau supplémentaires et Réhabilitation des points d'eau existants non fonctionnels	X	X
	Existence de points d'eau non fonctionnels			
	Mauvaise qualité de l'eau	Sensibilisation / Formation des ménages aux technique de potabilisation de l'eau	X	X
SANTÉ	Mauvaise qualité et insuffisance des équipements médicaux	Doter les formations sanitaires existantes d'équipements médicaux	X	X
	Insuffisance de médicaments	Approvisionner les formations sanitaires/pharmacies et Propharmacie en médicaments	X	X
	Insuffisance de formations sanitaires	Création/Construction/Réhabilitation de formations sanitaires dans la commune de Dizangue conformément à la carte sanitaire	X	X
	Éloignement des formations sanitaires			
	Mauvaise gestion des formations sanitaires existantes	Renforcement des capacités du personnel des formations sanitaires de la commune, afin d'améliorer la qualité du service offert		X
	Coût relativement élevé des formations sanitaires	Uniformiser le coût des prestations dans les différentes formations sanitaires et informer les populations sur lesdits coûts.	X	X
EDUCATION	Cout de la scolarité élevé pour les établissements scolaires des cycles Maternel, primaire et secondaire de la commune	Réduction du coût de la formation scolaire -frais de l'APEE- afin de la rendre accessible à tous	X	X
	Éloignement des services de l'éducation pour les élèves des cycles maternelle et secondaire	Création/construction/réhabilitation des établissements scolaires dans la commune, pour les cycles maternelle, primaire et secondaire.	X	X
	Insuffisance de salles de classe pour les élèves des cycles primaire et secondaire			
	Insuffisance d'équipements pour les formations scolaires du cycle maternel	Doter les établissements scolaires (cycle maternelle) de la commune en équipements pour les élèves et le personnel enseignant.	X	X
	Éloignement des services de l'éducation	Création d'établissements scolaires de cycles maternel, primaire et secondaire à proximité des enfants qui font plus de 05 km de distance pour aller à l'école	X	X
	Manquement lié au personnel	Plaidoyer pour l'affectation du personnel enseignant supplémentaire dans les établissements scolaires de la commune, notamment ceux des cycles primaire et secondaire	X	X
SERVICES COMMUNAUX	La non-visibilité des actions de la commune	Amélioration de la communication sur les actions menées par la commune	X	
	La non-implication de la population dans les actions de commune	Impliquer davantage la population dans les actions de la commune et la prise de décisions	X	
	Indisponibilité de l'exécutif communal	Améliorer le niveau de perception de la relation entre la commune et les administrés.	X	

Source: CCAP/SCORECARD, Dizangue, 2017

⁸ Ce sont ces solutions qui vont permettre de faire le plan d'action.

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

La mise en œuvre des recommandations se fera suivant le plan d'action ci-après :

Tableau 42: Plan d'action

Secteur	Objectif global	Objectifs spécifiques	Actions	Indicateur de résultats	Valeur de référence	Valeur cible	Fréquence de mesure	Source de vérification	Responsables	Partenaires	Estimation des coûts
EAU POTABLE	Améliorer le niveau de satisfaction des ménages en rapport avec l'offre en eau potable dans la commune Dizanguè	Améliorer de la qualité de l'eau à la consommation	Organisation de 03 sessions de Formation / Sensibilisation annuelles des ménages aux techniques de potabilisation de l'eau d'ici fin 2021	Nombre de sessions organisées	0	06	Annuelle	• Rapports de session • Listes de présence	Commune	• Comités de développement • Partenaires au développement • Services sectoriels	2 000 000
			Redynamisation / Formation des comités de gestion des points d'eau d'ici fin 2021	Nombre COGES formés / Redynamisés	0	40	Annuelle	• Rapports de session • Listes de présence	Commune	• Comités de développement • Partenaires au développement • Services sectoriels	2 000 000
			Séances de formation pratique des communautés à l'entretien de 10 puits publics	Nombre de puits publics entretenus	0	10	Annuelle	PV de réception	Commune	• Comités de développement • Partenaires au développement • COGES • Services sectoriels	5 000 000
		Accroître le nombre de points d'approvisionnement en eau potable de la commune	Réhabilitation de 10 forages non fonctionnels dans la commune à l'horizon 2021	Nombre de forages réhabilités	0	09	Annuelle	PV de réception	Commune	• Comités de développement • Partenaires au développement • COGES • Services sectoriels	30 000 000
			Construction de 10 forages supplémentaires dans certaines localités de la commune à l'horizon 2021	Nombre de forages supplémentaires construits	0	10	Annuelle	PV de réception	Commune	• Comités de développement • Partenaires au développement • COGES • Services sectoriels	80 000 000
			Extension du réseau d'eau CAMWATER vers certaines localités de la commune	Extension du réseau CAMWATER effectuée	0	01	Annuelle	PV de réception	Commune	• Comités de développement • Partenaires au développement • COGES • Services sectoriels	AD
SANTE	Améliorer le niveau de satisfaction des ménages en rapport avec l'offre publique en services de santé dans la commune de Dizanguè	Améliorer la couverture sanitaire de la commune de Dizanguè	Création, construction et équipement de 04 formations sanitaires dans la communes de Dizanguè à l'horizon 2021	Nombre de formations sanitaires supplémentaires créées et construites	0	04	Annuelle	PV de réception des nouvelles formations sanitaires	Commune	• Comités de développement • Partenaires au développement • Services sectoriels	250 000 000
			Réhabilitation de 02 Centre Santé Intégré (CSI) de la commune à l'horizon 2021	Nombre des CSI réhabilités	0	02	Annuelle	PV de réception	Commune	- Services sectoriels - Partenaires au développement	150 000 000
		Améliorer le plateau technique des formations	Organisation de deux (02) sessions annuelles de renforcement des capacités du	Nombre de sessions de formation organisées	0	04	Annuelle	• Rapports de session • Listes de présence	Commune	• Comités de développement • Partenaires au	1 400 000

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Secteur	Objectif global	Objectifs spécifiques	Actions	Indicateur de résultats	Valeur de référence	Valeur cible	Fréquence de mesure	Source de vérification	Responsables	Partenaires	Estimation des coûts
		sanitaires de la commune	personnel soignant en service dans les formations sanitaires de la commune à l'horizon 2020							développement • Services sectoriels	
			Équipement des formations sanitaires en équipements :	Nombre de nouveaux équipements fournis dans les formations sanitaires	0	50 lits, 50 matelas, 01 ambulance médicalisée, 02 échographes,	Annuelle	PV de réception	Commune	• Comités de développement • Partenaires au développement • COSA • Services sectoriels	61 500 000
		Accroître l'effectif du personnel soignant qualifié	Plaidoyer pour l'affectation du personnel soignant qualifié dans certaines formations sanitaires (5 infirmiers, 15 aides soignants, 02 gynécologues et 02 pédiatres), à l'horizon 2021	• 01 exemplaire de l'argumentaire • Nombre de personnels soignants affectés	0	20	Annuelle	• Fiche du personnel de santé du District de santé de Dizanguè • Notes de prise de service	Commune	• COGES • Services sectoriels	PM
		Faciliter la diminution des coûts de soins de santé	Affichage des coûts conventionnels de consultations et autres soins dans les formations sanitaires	Nombre d'affichages réalisés dans les formations sanitaires	0	3	Annuelle	PV de réception	Commune	-partenaires au développement -Services sectoriels	2 000 000
		Améliorer la gestion des formations sanitaires	Organisation de deux (02) séminaires de renforcement des capacités des gestionnaires des formations sanitaires	Nombre de sessions organisées	0	02	Annuelle	• Rapports de session • Listes de présence	Commune	• Comités de développement • Partenaires au développement • Services sectoriels	2 000 000
EDUCATION	Améliorer le niveau de satisfaction des ménages en rapport avec l'offre publique en service de l'éducation la commune de Dizanguè	Vulgariser les dispositions réglementaires du Cameroun en matière de gratuité de l'éducation	Mener des missions de suivi sectoriel/commune, pour s'assurer de l'application des montants réglementaires à verser à l'APEE afin de la rendre l'école accessible à tous (1 descente par an lors des rentrées scolaires), à l'horizon 2021	Taux de réduction appliquée	0	03	Annuelle	Rapport de descentes	Commune	• Comités de développement • Partenaires au développement • APEE • Services sectoriels	2 000 000
			Sensibilisation/Information des ménages sur la gratuité des inscriptions dans les écoles primaires et du rôle de l'APEE (01 campagne à chaque rentrée scolaire pendant 03 ans)	-Nombre de campagnes de sensibilisation organisées -Nombre de ménages sensibilisés	0	3	Annuelle	-Fiches de présence -Rapport d'activités	Commune		3 000 000
	Accroître la quantité et la qualité des infrastructures et équipements des établissements scolaires	Création/construction de 12 nouveaux établissements scolaires de cycles :	• Maternel (06) ; • Primaire (02) ; • Secondaire (01) • professionnel (03)	Nombre d'établissements scolaires créés	0	12	Annuelle	Arrêté ministériel PV réception des travaux de construction	Commune	• Partenaires au développement • Services sectoriels	AD
			Fourniture d'équipements scolaires (200 tables et chaises pour élèves, 50 bureaux enseignants et 50 paquets minimum) dans les	Nombre d'équipements scolaires fournis	0	300	Annuelle	PV de réception des équipements	Commune	• Comités de développement • Partenaires au développement • APEE	15 000 000

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Secteur	Objectif global	Objectifs spécifiques	Actions	Indicateur de résultats	Valeur de référence	Valeur cible	Fréquence de mesure	Source de vérification	Responsables	Partenaires	Estimation des coûts
			établissements scolaires de cycle maternel de la commune							• Services sectoriels	
			Construction et équipement de 30 salles de classe ; dans 10 établissements scolaires existants (enseignement secondaire/éducation de base)	Nombre de salles de classe construites	0	30	Annuelle	-PV de réception des salles de classe	Commune	- Services sectoriels -Partenaires au développement	240 000 000
		Augmenter l'effectif du personnel enseignant	Plaidoyer pour l'affectation du personnel enseignant supplémentaire dans les établissements scolaires de la commune (20 enseignants des cycles primaires, secondaire et maternel) à l'horizon 2020	Nombre de personnels enseignant affectés	0	20	Annuelle	• Lettre au secteur sollicitant l'affectation d'un personnel supplémentaire ; • Notes de prise de service	Commune	• Conseil d'établissement • Services sectoriels	PM
SERVICE COMMUNAL	Améliorer le niveau de satisfaction de l'offre en services communaux auprès des ménages	Améliorer la communication sur les actions menées par la commune	Élaboration et vulgarisation du plan de communication de la commune	Existence d'un plan de communication	0	1	Annuelle	• Plan de communication • Rapport d'activité	Commune	• Partenaires au développement • Services sectoriels	300 000
		Améliorer le niveau de participation des populations aux actions de la commune et la proximité entre elle et ses administrés	Équipement de 34 babilards (dont 01 dans chaque village/quartier de la commune)	Nombre de babilard mis en place	0	34	Annuelle	PV de réception	Commune	• Partenaires au développement • Services sectoriels	1 600 000
			Organisation de campagnes de sensibilisation annuelle (01 par an pendant 03 ans) des ménages sur l'importance de la participation aux activités de la commune	Nombre de campagnes organisées	0	3	Annuelle	Fiche de présence	Commune	• Partenaires au développement • Services sectoriels	7 000 000
		Améliorer la qualité de service de l'exécutif communal	Adoption d'une décision du conseil municipal contrignant les conseillers municipaux à diffuser les résultats du conseil aux populations	Existence d'une délibération	0	1	Annuelle	Arrêté municipal	Commune	• Partenaires au développement • Services sectoriels	PM
			Plaidoyer pour le respect de la disposition du code électoral qui exige que les maires résident dans leur commune	• 01 exemplaire de l'argumentaire • effectif de l'exécutif communal résident	0	03	Annuelle	Fiche de présence	Commune	Préfecture	PM
			Élaboration et vulgarisation d'un code d'éthique et de bonne gouvernance du personnel communal	Existence d'01 code d'éthique et de bonne gouvernance	0	1	Annuelle	Archives de la commune	Commune	• Partenaires au développement • Services sectoriels	2 000 000
TOTAL											856 800 000

Source: CCAP/SCORECARD, Dizanguè, 2017

La mise en œuvre de ce plan d'action pourrait coûter environ 856 800 000 FCFA.

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Tableau 43: Programme de dissémination et de présentation du plan d'action

ACTIVITES	RESULTATS ATTENDUS	RESPONSABLE	PARTENAIRES	DATE DEBUT	DATE FIN
Réunion d'information préparatoire à l'atelier communal de restitution	Rapport élaboré et disponible	OSC IPD-AC	Maire, Sectoriel, COPIL, PNDP	20/11/2018	23/11//2018
Atelier communal de restitution	Leçons apprises Changements attendus	OSC IPD	Maire, Sectoriel, COPIL, PNDP	30/11/2018	30/11/2018
	Formalisation de l'engagement aux changements	OSC IPD	Maire, Sectoriel, COPIL, PNDP		
	Négociation de la prochaine évaluation	OSC IPD	Maire, Sectoriel, COPIL, PNDP		
Diffusion des résultats	Diffusion des résultats	OSC IPD	Maire, Sectoriel, COPIL, PNDP	07/01/2019	08/01/2019

ANNEXES

Annexe 1 : Liste des intervenants

Annexe 2 : Questionnaire de l'enquête

Annexe 3 : Rapport de restitution

Annexe 4 : Arrêté municipal mettant en place le comité de pilotage de l'opération du Contrôle Citoyen de l'Action Publique dans la commune

Annexe 1 : Liste des intervenants

Noms et prénoms du superviseur	Noms et prénoms des agents enquêteurs
NDJOCKE Victor	BALENG Célestin BEKOMBE Madeleine BILONG Albert Boréal EBELLE Christian MADENG Simon MBEP DJONE Emile Arthur NJOK NJAL LIKON NJOLLE Olga Martine NWAHA BOUMTJE Michel PEP MBOME Jean Marie SELLE Victorine Marthe

Annexe 2 : Questionnaire de l'enquête

Citizen Report Card

Évaluation des services publics dans la commune de _____

Section I. SIGNALETIQUE		
A01	Région _____	__ __
A02	Département _____	__ __
A03	Arrondissement/Commune _____	__ __ __
A04	Numéro du Lot	__ __
A05	Numéro séquentiel de la Zone de Dénombrement	__ __
A06	Strate de résidence : 1=Urbaine 2=Sémi-urbaine 3=Rurale	__
A07	Nom de la localité _____	
A08	Numéro de structure	__ __ __
A08a	Numéro du ménage dans l'échantillon	__ __
A09	Nom du chef de ménage _____	
A10	Age du chef de ménage (en année révolue)	__ __
A11	Sexe du chef de ménage : 1=Masculin 2=Féminin	__
A12	Nom ou prénom de l'enquêté _____	
A13	Lien de parenté de l'enquêté avec le chef de ménage (voir codes)	__
A14	Sexe de l'enquêté : 1=Masculin 2=Féminin	__
A15	Age de l'enquêté (en année révolue)	__ __
A16	Téléphone de l'enquêté _____	__ __ __ __ __
A17	Date de début d'enquête _____	__ __ / __ __ / __ __
A18	Date de fin d'enquête _____	__ __ / __ __ / __ __
A19	Nom de l'enquêteur _____	

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

A20	Nom du superviseur communal				
<hr/>					
A21	Résultat de la collecte <input type="text"/>				
1=Enquête complète		4=Absence d'un répondant compét			
2=Enquête incomplète		5=Logement vide ou pas de logeme l'adresse			
3=Refus		96=Autres (à préciser)			
(Si la réponse est différente de 1 et 2, fin du questionnaire)					
A22	Appréciation de la qualité de l'enquête <input type="text"/>				
1= Très bonne 2=Bonne 3=Moyenne 4=Mauvais 5=Très n					
e					

CODESA13

1 = Chef de Ménage 3 = Fils/Fille du Chef ou de son/sa conjoint (e) 5 = Autre parent du Chef ou de son/sa conjoint (e)
 2 = Conjoint (e) du Chef de Ménage 4 = Père/mère du Chef ou de son/sa conjoint (e) 6 = Sans lien de parenté avec le chef ou son/sa conjoint (e)
 7= Domestique

Section II. EAU POTABLE			
H01	Quels systèmes publics d'approvisionnement en eau existe-t-il dans votre village/quartier ? (Encerclez la ou les lettres (s) correspondantes)	A. Puits avec pompe	<input type="text"/>
	Autre système ?	B. Puits à ciel ouvert	<input type="text"/>
H01a	Votre principale source d'approvisionnement en eau est-elle publique ou privée ? 1=Publique 2=Privée Si 2 → H14	C. Puits protégé	<input type="text"/>
		D. Forages avec pompe à motricité humaine	<input type="text"/>
		E. Source/ rivière	<input type="text"/>
		F. Adduction en eau potable	<input type="text"/>
H02	Quelle est votre principale source publique d'approvisionnement en eau ? (Une seule réponse) 1= Puits avec pompe 4=Forages avec pompe à motricité humaine	<input type="text"/>	

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Section II. EAU POTABLE		
	2= Puits à ciel ouvert 5=Source/ rivière 3=Puits protégé 6=Adduction en eau potable	
H03	Quelle est la qualité de cette eau ? 1=Bonne 2=Mauvaise 3=Indifférent	__
H04	Cette eau a-t-elle une odeur ? 1=Oui 2=Non 8=NSP	__
H05	Cette eau a-t-elle un goût ? 1=Oui 2=Non 8=NSP	__
H06	Cette eau a-t-elle une couleur ? 1=Oui 2=Non 8=Ne sait pas	__
H07	Payez-vous pour avoir cette eau ? 1=Oui 2=Non Si non → H08	__
H07a	Si oui, combien dépensez-vous en moyenne par mois? (inscrire un montant en FCFA)	__ _ __ _ __ _ __
H07b	Comment jugez-vous ce montant ? 1=Elevé 2=Raisonnables 3=Insignifiant	__
H08	Cette eau est-elle disponible toute l'année ? 1=Oui 2=Non	__
H09	Combien de temps en moyenne vous faut-il pour aller, puiser l'eau et revenir ? 1=Sur place 2=Moins de 15 minutes 3=Entre 15 et 30 minutes 4=Plus de 30 minutes	__
H10	Ce point d'eau a-t-il été en panne à un moment donné au cours des 6 derniers mois, c'est-à-dire depuis ? 1=Oui 2=Non Si non → H11.	__
H10a	Si votre point d'eau a été en panne à un moment donné au cours des 6 derniers mois, c'est-à-dire depuis , après combien de temps a-t-il été remis en service ? 1=Moins d'une semaine 2=Entre une semaine et un mois 3=Entre un mois exclu et trois mois 4=Plus de trois mois 5=Pas encore	__
H10b	Par qui a-t-il été remis en service ? Autre ?	<p>A=Maire (commune) B=Etat C=Une élite D=Le comité de gestion du point d'eau E=Chef de village/quartier F=CAMWATER/SNEC/CDE G=Autres partenaires : _____</p>

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Section II. EAU POTABLE

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Section II. EAU POTABLE

	<p>Autre raison?</p> <p>D. Gestion du point d'eau</p> <p>E. Défaut/Lenteur de maintenance en cas de panne</p> <p>F. Coût élevé de l'approvisionnement en eau</p> <p>X. Autres à préciser : _____</p>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
H20	<p>Quelles sont vos attentes en matière d'approvisionnement en eau potable ? (plusieurs réponses possibles).</p> <p>Autre attente ?</p> <p>A. Points d'eau supplémentaires</p> <p>B. Amélioration de la gestion des points d'eau existants</p> <p>C. Remise en service des points d'eau en panne</p> <p>D. Amélioration de la qualité de l'eau des points d'eau existants</p> <p>E. Réduction du prix;</p> <p>X. Autres à préciser : _____</p>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>

Section III. SANTE

S01	Quelle est la formation sanitaire la plus proche de votre ménage ? 1= Centre de santé intégré public 2= Hôpital/CMA 3= Centre de santé privé 4= Aucun → S20	__
S02	Combien de temps en moyenne vous faut-il pour atteindre la formation sanitaire la plus proche de votre village ? 1=Moins 15 minutes 2=Entre 15 et 30 minutes 3=Plus de 30 minutes	__
S03	Où vont de préférence les membres du ménage lorsqu'ils ont des problèmes de santé ? (Une seule réponse) 1=Centre de santé intégré public 2=Hôpital /CMA 3=Centre de santé privé 4=Tradi-praticien 5=Au marché/kiosque de médicaments 6=Chez un personnel de santé 7=Me soigne moi-même. Si S03=4, 5, 6 et 7 → S05	__
S04	Un membre de votre ménage a-t-il utilisé au moins une fois la formation sanitaire la plus proche au cours des 12 derniers mois, c'est-à-dire depuis ? 1=Oui 2=Non Si non → S17	__

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Section III. SANTE

Qui est responsable de cette formation sanitaire?			
S05	1=Médecin 3=Aide Soignant 2=Infirmier 4=Autre (à préciser) _____	8=Ne sait pas	__
La dernière fois qu'un membre de votre ménage s'est rendu à cette formation sanitaire,			
S06	Le personnel soignant était-il présent ? 1=Oui 2=Non		__
S07	Le petit matériel (ciseaux, seringues, etc.) était-il toujours disponibles ? 1=Oui 2=Non 8=Ne sait pas		__
S08	Votre formation sanitaire (CMA ou Hôpital) disposait-t-elle des salles d'hospitalisation ? 1=Oui 2=Non Si non → S10.		__
S09	Quel nombre de lits avez-vous trouvé dans les salles d'hospitalisation? 0= aucun 1=Moins de 5 lits 2=Entre 5 et 10 lits 3=Plus de 10 lits 4=Ne sait pas.		__
S10	Combien avez-vous payé pour une consultation ? (Frais de session) 1=Gratuit 3=Entre 500 et 1000 FCFA 2=Moins de 500 FCFA 4=Plus de 1000 FCFA Si S10=1 → S14		__
S11	Comment jugez-vous ce montant ? 1=Elevé 2=Raisonnables 3=Insignifiant		__
S12	En plus des frais de session, la personne ayant été à la formation sanitaire a-t-elle donné quelque chose au personnel pour qu'il s'occupe mieux d'elle ? 1=Oui 2=Non Si non → S14		__
S13	Si oui, cette personne a-t-elle payé librement ou le personnel le lui a demandé ? 1=Initiative personnelle 2=Demande du personnel		__
S14	Comment cette personne a jugé l'accueil du personnel soignant de cette formation sanitaire ? 1=Bon 2=Passable 3=Mauvais		__
S15	Existe t-il une pharmacie/pro-pharmacie dans cette formation sanitaire ? 1=Oui 2=Non → S17		__
S16	Les médicaments y étaient-ils toujours disponibles ? 1=Oui 2=Non 8=Ne sait pas		__
S17	La formation sanitaire la plus proche permet-elle de résoudre la plupart des problèmes de santé que vous rencontrez dans votre ménage ? 1=Oui 2=Non		__
S18	De manière globale, quelle est votre niveau de satisfaction des services de santé offerts par la formation sanitaire la plus proche de votre ménage ? (Encerclez une seule réponse) 1=Satisfait 2=Indifférent 3=Insatisfait Si S18=1 ou 2 → S20		__

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Section III. SANTE

S19	<p>Donnez les raisons de votre insatisfaction des services de santé de votre village ? (plusieurs réponses possibles)</p> <p>Autre raison ?</p>	<p>A. Eloignement des formations sanitaires</p> <p>B. Mauvaise qualité des services offerts</p> <p>C. Insuffisance des formations sanitaires</p> <p>D. Manquements liés au Personnel de la formation sanitaire</p> <p>E. Mauvaise gestion de la formation sanitaire</p> <p>F. Insuffisance de médicaments</p> <p>G. Mauvaise qualité/Insuffisance des équipements</p> <p>H. Coût élevé de l'accès aux soins de santé</p> <p>X. Autres (à préciser) :</p> <hr/>	<input type="checkbox"/>
S20	<p>Quelles sont vos attentes en matière de services de santé ?</p> <p>Autre attente ?</p>	<p>A. Formations sanitaires supplémentaires</p> <p>B. Approvisionnement en médicament</p> <p>C. Affectation d'un personnel</p> <p>D. Formations sanitaires équipées</p> <p>X. Autres à préciser</p>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

Section IV. EDUCATION

	Cycle d'enseignement →	Maternel	Primaire	Secondaire	SAR/SM
E01	<p>Votre village/quartier dispose-t-il du cycle d'enseignement « Nom du cycle » ?</p> <p>1=Oui 2=Non 3=Non concerné</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
E02	<p>Combien d'enfants de votre ménage fréquentent l'établissement scolaire du/de (nom du cycle) le plus proche? (inscrire le nombre devant chaque cycle)</p>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>			
E03	<p>Combien de km parcoururent en moyenne les enfants de votre ménage pour aller à l'école du/de (nom du cycle)?</p> <p>1=Moins de 1 Km 2=Entre 1 et 5 Km 3=Plus de 5 Km 8=Ne Sait Pas</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Section IV. EDUCATION						
E04	Quel est en moyenne le temps mis par les enfants de votre ménage pour se rendre à pieds à l'établissement scolaire du/de (nom du cycle) le plus proche ? (en minutes) 998=Ne Sait Pas	__ __ _	__ __ _	__ __ _	__ __ _	__ __ _a jouter 1 carreau
E05	L'établissement scolaire du/de (nom du cycle) dans lequel fréquentent les enfants de votre ménage a-t-il un cycle complet ? 1=Oui 2=Non 8=Ne Sait Pas		__	1er cycle __	2ème cycle __	
E06	La SAR/SM dans laquelle fréquentent les enfants de votre ménage, dispose-t-elle d'un atelier complet correspondant à leurs disciplines? 1=Oui 2=Non 8=Ne Sait Pas					__
E07	L'établissement scolaire du/de (nom du cycle) dans lequel fréquentent les enfants de votre ménage a-t-il une salle par niveau de classe ? 1=Oui 2= Non 8=Ne Sait Pas	__	__	__	__	__
E08	Dans l'établissement scolaire du/de (nom du cycle) où fréquentent les enfants de votre ménage, tous les élèves sont-ils assis sur un banc ? 1=Oui 2= Non 8=Ne Sait Pas	__	__	__		__
E09	Dans l'établissement scolaire du/de (nom du cycle) où fréquentent les enfants de votre ménage, procède-t-on à la distribution des livres scolaires aux élèves ? 1=Oui 2= Non 8=Ne Sait Pas	__	__			
E10	Combien d'élèves en moyenne contient la (les) classe (s) dans la(les)quelle(s) les enfants du ménage sont scolarisés dans le (nom du cycle)? 1=Moins de 30 3=Plus de 60 2=Entre 30 et 60 8=Ne Sait Pas	__ __	__ __	__ __	__ __	__ __
E11	Comment appréciez-vous la fréquence de présence des enseignants dans la (les) classe (s) du/de (nom du cycle) dans la(les)quelle(s) les enfants de votre ménage sont scolarisés?	__	__	__		__

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Section IV. EDUCATION					
	1=Régulier 2=Moyennement régulier 3=Irrégulier 8=Ne Sait Pas				
E12	Combien payez-vous en moyenne pour les frais exigibles (inscription, scolarité, APEE) des enfants de votre ménage dans le (nom du cycle) au cours d'une année? (inscrire le montant moyen) Si l'enquêté ne sait pas écrire Ne Sait Pas	----- (en FCFA)	----- (en FCFA)	----- (en FCFA)	----- (en FCFA)
E13	Comment jugez-vous ce montant ? 1=Elevé 2=Raisonnables 3=Insignifiant 4=Non concerné	__	__	__	__
E14	En plus des frais exigibles, votre ménage a-t-il payé des frais supplémentaires au personnel de l'établissement scolaire du (nom du cycle) pour qu'on admette les enfants du ménage à l'école ? 1=Oui 2=Non Si non → E16 8 = Ne Sait Pas, sinon ou ne sait pas passez à E16	__	__	__	__
E15	Ces frais payés en plus dans le (nom du cycle) vous-ont-ils été imposés ? 1=Oui 2=Non	__	__	__	__
E16	Lorsque les salles de classe de l'école du (nom du cycle) dans lesquelles les enfants du ménage sont scolarisés, sont eDizanguèmagées qui s'occupe des réfections ? A. L'APEE B. Le Maire (Commune) C. Une organisation du village D. Le MINEDUB/MINESEC/MINEFOP E. Les Elites X. Autres partenaires (à préciser) _____ Autre ?	__	__	__	__
		__	__	__	__
		__	__	__	__
		__	__	__	__
		__	__	__	__
		__	__	__	__
		__	__	__	__
E17	De manière globale, quelle est votre niveau de satisfaction des services de l'éducation dans le (nom du cycle) dans votre village ? (Une seule	__	__	__	__



Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Section IV. EDUCATION					
	réponse possible) 1=Satisfait 2=Indifférent 3=Insatisfait Si 1 ou 2 E19.				
E18	Donnez les raisons de votre insatisfaction des services de l'éducation dans le (nom du cycle) de base dans votre village ? (Plusieurs réponses possibles)				
	Autre raison ?				
	A. Eloignement des services d'éducation	__	__	__	__
	B. Insuffisance de salles de classe	__	__	__	__
	C. Insuffisance d'équipements	__	__	__	__
	D. Insuffisance des écoles	__	__	__	__
	E. Manquements liés au Personnel	__	__	__	__
	F. Absence de distribution de manuels scolaires	__	__	__	__
	G. Mauvais résultats	__	__	__	__
	H. Coûts élevés de la scolarité	__	__	__	__
	X. Autres à préciser	__	__	__	__
E19	Quelles sont vos attentes en matière de services de l'éducation dans le (nom du cycle)? (Plusieurs réponses possibles)				
	Autre attente ?				
	A. Avoir une école plus proche	__	__	__	__
	B. Ajouter des salles de classe	__	__	__	__
	C. Ajouter des Equipements	__	__	__	__
	D. Ajouter les écoles	__	__	__	__
	E. Ajouter le personnel	__	__	__	__

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Section IV. EDUCATION							
	F. Distribuer les manuels scolaires	__	__	__	__	__	__
	G. Améliorer les résultats	__	__	__	__	__	__
	H. Diminuer les coûts	__	__	__	__	__	__
	X. Autres (à préciser) _____	__	__	__	__	__	__
Section V. SERVICE COMMUNAL							
Services communaux	C01 Avez-vous eu à demander (nom de service) à la commune dans les 12 derniers mois, c'est-à-dire depuis ? 1=Oui 2=Non → service suivant	C02 Comment avez-vous été accueilli, lors de votre passage à la commune ? (Choisir une seule réponse) 1=Bien 2=Indifferent 3=Mal	C03 Après combien de temps avez-vous obtenu le service demandé à la Commune? 1=Au plus un jour 2=Entre un jour et une semaine 3=Entre une semaine et un mois 4=Entre un mois et trois mois 5=Plus de trois mois 6= En cours Si C03=1, 2, 3, 4 ou 5 → C04	C03a Depuis combien de temps avez-vous sollicité ce service ? (en jour) 1=Au plus un jour 2=Entre un jour et une semaine 3=Entre une semaine et un mois 4=Entre un mois et trois mois 5=Plus de trois mois 6= En cours Si C03=1, 2, 3, 4 ou 5 → C04	C04 Comme nt jugez-vous ce temps ? 1=Raiso nnable 2=Long 3=Très long 4=Autres (à préciser) Si C04=1 → C06	C05 Si C04=2 ou 3, qu'est ce qui en était la cause selon vous ? 1=Personnel indisponible / absent 2=Absence de matériel de travail 3=Corruption 4=Autres (à préciser) —	C06 Avez-vous eu à payer un pourboi re pour avoir ce service ? 1=Oui 2=Non
	↓						
Etablissement d'actes de naissance	__	__	__	__ __	__	__	__
Certification de copie de documents officiels	__	__	__	__ __	__	__	__
Permis de bâtir	__	__	__	__ __	__	__	__
Acte de décès	__	__	__	__ __	__	__	__
Acte de mariage	__	__	__	__ __	__	__	__
Certificat de domicile	__	__	__	__ __	__	__	__

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Section IV. EDUCATION							
Validation des plans de localisation	__	__	__	__ __	__	__	__
Informations	__	__	__	__ __	__	__	__
Autres (à préciser)	__	__	__	__ __	__	__	__
C07	Un membre du ménage a-t-il participé aux assemblées villageoises en vue de l'élaboration du Plan Communal de Développement ? 1=Oui 2=Non						__
C08	Un membre de votre ménage est-il informé du montant du budget annuel de votre commune ? 1=Oui 2=Non						__
C09	Un membre de votre ménage est-il informé des dépenses et recettes de la commune de l'année dernière ? 1=Oui 2=Non						__
C10	La commune accompagne-t-elle votre village/quartier dans les actions de développement (animation communautaire, suivi des comités de concertation, suivi des comités de gestion, mise en place des structures de suivi du développement villageois, réalisation de vos microprojets, etc.) ? 1=Oui 2=Non 8=Ne sait pas						__
C11	La commune implique-t-elle votre village/quartier dans la planification des actions de développement ? 1=Oui 2=Non 8=Ne sait pas						__
C12	La commune implique-t-elle votre village/quartier dans la programmation et la budgétisation des actions de développement ? 1=Oui 2=Non 8=Ne sait pas						__
C13	De manière globale, quel est votre niveau de satisfaction des services rendus par la commune ? (Choisir une seule réponse) 1=Satisfait 2=Indifférent 3=Pas satisfait Si 1 ou 2 → C15						__
C14	Donnez les raisons de votre insatisfaction des services communaux (Plusieurs réponses possibles). Autre raison ?		A. Lourdeur dans le traitement des demandes des usagers B. Non implication des populations dans la gestion communale C. Manquements liés au Personnel communal (absentéisme, corruption, mauvais accueil,.....) D. Non visibilité de l'action communale E. Indisponibilité de l'exécutif municipal (Maire et ses Adjoints)				__ __ __ __ __

Rapport enquête CCAP commune de DIZANGUÈ

Section IV. EDUCATION

		X. Autres (à préciser) _____	__
C15	Qu'attendez-vous de l'équipe communale? (Plusieurs réponses possibles – par ordre d'importance). Autre attente ?	A. Plus d'implication des populations dans la prise de décision B. Plus de communication sur les actions de la commune C. Plus de transparence dans la gestion D. Plus de proximité avec les administrés X. Autres (à préciser) : _____	__ __ __ __ __

Annexe 3 : Rapport de restitution

La restitution du rapport de ScoreCard prévue à la mairie de Dizanguè le vendredi 30 novembre 2018 à 09H n'a pas eu lieu.

En effet, l'équipe de l'IPD-AC s'est retrouvée à la mairie de Dizanguè le jour prévu et n'a trouvé que M. le Maire et la CCD sur place. Les autres parties prenantes à qui les invitations devraient être envoyées par le maire n'ont pas été informées de l'activité. À l'arrivée de l'équipe à l'commun, le maire a appelé les uns et les autres et personne n'est arrivé malgré ces coups de fil.

Annexe 4 : Arrêté municipal mettant en place le comité de pilotage de l'opération du Contrôle Citoyen de l'Action Publique dans la commune